REPUBLIQUE DU NIGER

**MINISTERE DES MINES ET INDUSTRIES**

# LOI MINIERE

# et

# Textes d'Application

▲▲▲
▲

Mise à jour : **Janvier 1983**

# LOI MINIERE

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES
ET DE L'URBANISME

**Loi n° 61-8 du 29 mai 1961 relative à la prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le Territoire de la République du Niger (Loi Minière).**

Vu la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960 et notamment les articles 41 et 22 ;

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — La prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la détention, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sont soumis aux dispositions de la présente Loi et des textes pris pour son application.

## TITRE I

### CLASSIFICATION DES GITES DE SUBSTANCES MINERALES

Article 2. — **Régime juridique.**

Les gites naturels de substances minérales ou fossiles sont classés relativement à leur régime légal, en carrières et en mines.

Article 3. — **Carrières**

Sont considérés comme carrières les gites de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement et de viabilité, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et autres substances analogues, à l'exception des phosphates, nitrates, sels alcalins, et autres sels associés dans les mêmes gisements ; les tourbières sont également classées parmi les carrières.

A toute époque peut être décidé par décret, le passage à une date déterminée dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de carrières.

Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol, elles en suivent les conditions.

Leur prospection, leur recherche et leur exploitation ont lieu dans les conditions déterminées par les règlements pris en applicaton de la présente Loi.

Article 4. — **Mines**

Sont considérés comme mines, les gites de toutes substances minérales qui ne sont pas classés dans les carrières. Ces substances sont dites substances concessibles.

Les gites de certaines substances minérales susceptibles d'être considérées, suivant l'usage auquel elles sont destinées, soit comme substances de carrière, soit comme substances concessibles, peuvent être, dans les limites d'une autorisation expresse, exploités comme produits de carrière pour des travaux d'utilité publique.



## TITRE II

### GENERALITES SUR LES RECHERCHES ET L'EXPLOITATION MINIERE

Article 5. — **Droit de se livrer à des opérations minières.**

Le droit de prospecter des substances concessibles ne peut être acquis qu'en vertu d'une autorisation de prospection.

Le droit de faire des recherches minières ne peut être acquis qu'en vertu d'un permis de recherches minières.

Le droit d'exploiter une mine ne peut être acquis qu'en vertu d'un permis d'exploitation minière ou d'une concession minière.

L'Etat peut se livrer à toutes opérations minières. Il n'est pas soumis aux règles énoncées à l'article 17 (1er).

Pour financer ces opérations, il peut s'associer des capitaux privés.

L'attribution faite par l'Etat de permis d'exploitation ou de concessions peut, en contrepartie de la richesse distribuée, donner lieu à redevances ou actions d'apport.

Article 6. — **Conditions nécessaires à l'obtention d'un titre minier.**

Aucune société ne peut obtenir ni détenir un titre minier si elle n'est pas constituée conformément aux lois régissant le statut des sociétés dans la République du Niger.

Les personnes physiques ou morales doivent, pour pouvoir exercer une activité minière, répondre à certaines conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Mines.

Les individus qui auront été condamnés à une peine d'emprisonnement pour infraction à la réglementation minière ou pour infraction à la réglementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales ne peuvent obtenir valablement ni permis ni concession de mines avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du jour où la condamnation est devenue définitive. Les permis dont ils seraient titulaires au moment de la condamnation et qui n'auraient pas fait l'objet d'annulation, en vertu de l'article 17 ci-après, peuvent ne pas être renouvelés pendant le même délai.

Article 7. — **Zones fermées.**

Pour des motifs d'ordre public, des décrets pris sur la proposition du Ministre chargé des Mines, peuvent déterminer certaines régions classées où sera suspendue pour une durée limitée l'attribution de permis de prospection, de recherches ou d'exploitation et de concessions minières, relatifs à certaines substances concessibles.

## TITRE III

## DES TITRES MINIERS

### CHAPITRE I

### AUTORISATION DE PROSPECTION

Article 8. — **Attribution**

L'autorisation de prospection est accordée par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 9. — **Validité.**

L'autorisation de prospection est attribuée pour une durée limitée d'au moins six mois et de quatre ans au plus pour une ou plusieurs substances concessibles.

Article 10. — **Renouvellement.**

Le renouvellement d'une autorisation de prospection, délivrée pour une durée inférieure à quatre ans, peut être accordé par décret sans toutefois à ce que la durée totale de l'autorisation et de son renouvellement n'excède la limite de quatre ans.

Article 11. — **Dispositions diverses.**

Le refus, la restriction ou le retrait de l'autorisation de prospection n'ouvre aucun droit à indemnité ou dédommagement.

Les travaux du titulaire de l'autorisation de prospection doivent être limités à des investigations superficielles et utilisation de méthodes géophysiques.

### CHAPITRE II

### PERMIS DE RECHERCHES

Article 12. — **Attributions**

Le permis de recherches est accordé par décret pris en Conseil des Ministres.

Nul ne peut obtenir un permis de recherches s'il ne possède les capacités techniques et financières pour mener à bien ses recherches.

Il est attribué au choix de la puissance publique sans que ce choix puisse ouvrir aucun droit à indemnité au bénéfice du demandeur débouté totalement ou partiellement.

Il est toujours délivré sous réserve des droits antérieurs.

Article 13. — **Validité.**



La durée du permis de recherches ne peut dépasser cinq ans. Il peut être renouvelé deux fois, par périodes de cinq ans au plus chaque fois.

Article 14. — **Droits conférés**

Le permis de recherches minières confère, dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherches des substances pour lesquelles il est délivré.

L'extention d'un permis de recherches à des substances nouvelles peut également être demandée par son titulaire. Elle est accordée dans les mêmes formes que le titre primitif et sous les mêmes réserves.

Le permis de recherches comprend un type «A» qui porte sur une grande superficie et a une forme quelconque, et un type «B» qui porte sur un carré dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais, la longueur du côté étant au plus égale à 10 kilomètres. Pour le type «A» des réductions de superficie n'excédant pas la moitié de la valeur précédente pour le premier renouvellement et du quart de la surface restante lors du deuxième renouvellement, et précisées par l'acte institutif du permis, peuvent être imposées préalablemnt aux renouvellements prévus à l'article 13 ci-dessus.

Le titulaire d'un permis de recherches a droit :

1) — au renouvellement de son permis de recherches sur justification de l'exécution d'un minimum de travaux de recherches et de l'accomplissement des obligations légales et réglementaires durant la période précédente de validité.

2) — sous réserve d'en faire la déclaration au Chef du Service des Mines, de disposer librement des produits extraits à l'occasion de ses recherches et des essais qu'elles peuvent comporter ; cependant tous travaux de recherches qui dégénèreraient en travaux d'exploitation seront interdits par voie administrative.

3) — à permis d'exploitation ou à concession s'il a, pendant la durée du permis de recherches, fourni la preuve, par des travaux de recherches régulièrement poursuivis, de l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre sollicité.

4) — à concession si ayant fourni la preuve de l'existence d'un gisement exploitable important, il possède en outre les capacités techniques et financières nécessaires pour mener à bien les travaux d'exploitation. En l'absence de ces capacités des droits d'inventeur lui sont réservés conformément à l'article 29 ci-dessous.

Article 15. — **Renouvellement.**

Le renouvellement des permis de recherches est accordé par décret pris en Conseil des Ministres.

Au cas où une demande de renouvellement ou de transformation d'un permis de recherches est déposée avant son expiration, la validité du permis est prorogée tant qu'il n'a pas été statué sur ladite demande.

Article 16. — **Cession.**

Le permis de recherches constitue un droit mobilier indivisible, non amodiable, non susceptible d'hypothèque. Il est cessible et transmissible sous réserve d'autorisation préalable accordée par le Ministre chargé des Mines.

Les conventions d'option et toute convention non visée au précédent alinéa, par laquelle le titulaire d'un permis de recherches confie partiellement ou totalement l'usage de ses droits à un tiers, sont soumises a déclaration préalable, sauf possibilité pour l'Administration de s'y opposer, pour des raisons techniques, dans un délai d'un mois.

Article 17. — **Annulation.**

Les permis de recherches institués en vertu de la présente loi, ainsi que les permis de recherches en vigueur à la date de sa publication peuvent être annulés :

1) — si l'activité de recherche est suspendue ou restreinte gravement sans motif légitime, et de façon préjudiciable à l'intérêt général. L'annulation ou la déchéance ne pourra, dans les cas susvisés, être prononcée qu'après une procédure dans laquelle le permissionnaire aura été à même de fournir des explications.

2) — si la preuve faite de l'existence sur ce permis d'un gisement exploitable n'est pas suivie dans un délai d'un an d'une demande de permis d'exploitation ou de concession.

3) — pour infraction aux dispositions des articles 5, 6 et 16 ci-dessus pour non versement des taxes et redevances prévues par le régime fiscal en vigueur et visant le permis.

4) — en cas de condamnation pour exploitation illicite ou pour infraction à la réglementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales visées à l'article 44.

Article 18. — **Renonciation.**

Le titulaire d'un permis de recherches peut y renoncer en totalité. Le titulaire d'un permis de recherche de type «A» peut également y renoncer en partie. La renonciation ne devient définitive qu'après avoir été acceptée par arrêté du Ministre chargé des Mines. Elle entraine l'annulation du permis dans l'étendue sur laquelle elle porte.

L'arrêté d'acceptation d'une renonciation partielle à un permis «A» détermine dans quelle mesure le titulaire du permis est délié des engagements qu'il a souscrits.

Article 19. — **Retour au domaine.**

En cas d'expiration d'un permis de recherches sans renouvellement ou transformation, en cas d'annulation ou de déchéance du titulaire d'un permis de recherches les terrains se trouvent libérés de tous droits en résultant.



## CHAPITRE III

## PERMIS D'EXPLOITATION

Article 20. — **Attributions**

Le permis d'exploitation est accordé par décret pris en Conseil des Ministres.

Il est délivré sous les mêmes réserves que le permis de recherches dont il dérive.

Article 21. — **Validité.**

Le permis d'exploitation est valable pour quatre ans et peut être renouvelé quatre fois pour une période de quatre ans chaque fois si le titulaire a maintenu, pendant la période précédente de validité, une exploitation reconnue suffisante et s'est acquitté des droits et redevances prévues par le régime fiscal en vigueur. Lorsqu'il porte sur plusieurs substances non connexes, sa validité peut être restreinte à certaines de ces substances, à l'occasion de son renouvellement, s'il n'a pas été maintenu une activité suffisante à l'égard des autres pendant la période venant à expiration.

Article 22. — **Droits conférés.**

Le permis d'exploitation confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection, de recherche et d'exploitation des gites des substances pour lesquelles le permis de recherches dont il dérive est valable, et pour lesquelles la preuve du gisement exploitable est fournie.

Le permis d'exploitation est, sauf dérogation, limité par un périmètre de forme rectangulaire dont les côtés doivent être orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais. Ce périmètre doit être entièrement situé à l'intérieur du permis de recherches dont il dérive. Il pourra, dans des cas exceptionnels, chevaucher sur plusieurs permis de recherches appartenant au même titulaire, si le gisement est au voisinage des limites des ces permis.

Sous réserve des dispositions contraires, prévues pour certaines substances à l'article 41 ci-dessous, l'octroi d'un permis d'exploitation confère à son titulaire les mêmes droits et obligations pour les substances concessibles qui se trouvent avec celles pour lesquelles le permis a été accordé à l'intérieur du même gisement, dans un état de connexité, tel que l'abatage des unes entraine nécessairement l'abatage des autres. Toutefois, le titulaire du permis peut être mis en demeure de solliciter, dans un délai déterminé, l'extension de son titre à ces substances connexes.

L'extension d'un permis d'exploitation à des substances nouvelles peut également être demandée par son titulaire. Elle est accordée dans les mêmes formes que le titre primitif et sous les mêmes réserves.

Article 23. — **Renouvellement**

Les renouvellements des permis d'exploitation sont accordés par décret pris en Conseil des Ministres.

Au cas où une demande de renouvellement de permis d'exploitation est déposée avant son expiration, la validité de ce titre est prorogée tant qu'il n'a pas été statué sur la dite demande.

Article 24. — **Cession, Amodiation.**

Le permis d'exploitation constitue un droit mobilier, indivisible, non susceptible d'hypothèque. Il est cessible, transmissible et amodiable sous réserve d'autorisation préalable acordée par le Ministre chargé des Mines.

Toute convention non visée, au précédent alinéa par laquelle le titulaire d'un permis d'exploitation confie partiellement ou totalement l'usage de ses droits à un tiers est soumise à déclaration préalable, sauf possibilité pour l'Administration de s'y opposer, pour des raisons techniques, dans un délai d'un mois.

Article 25. — **Annulation.**

Les permis d'exploitation institués en vertu de la présente loi ainsi que les permis d'exploitation en vigueur à la date de sa publication peuvent être annulés :

1) si les travaux de mise en exploitation du gisement sont retardés ou restreints sans motif légitime, et de façon préjudiciable à l'intérêt général.

2) si l'activité d'exploitation est suspendue ou restreinte sans motif légitime, et de façon préjudiciable à l'intérêt général. L'annulation ou la déchéance ne pourra, dans les cas susvisés, être prononcée qu'après une procédure dans laquelle le permissionnaire aura été à même de fournir ses explications.

3) pour infraction aux dispositions des articles 6 et 24 ci-dessus ; pour non versement des taxes et redevances prévues par le régime fiscal en vigueur et visant le permis.

4) en cas de condamnation pour exploitation illicite et pour infraction à la règlementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales visées à l'article 43.

Article 26. — **Renonciation.**

Le titulaire d'un permis d'exploitation peut y renoncer en totalité. La renonciation ne devient définitive qu'après avoir été acceptée par le Ministre chargé des Mines. Elle entraîne l'annulation du permis.

Article 27. — **Transformation en concession.**

Le titulaire d'un permis d'exploitation a droit à une concession s'il a fourni la preuve, au moment de sa demande, de l'existence d'un gisement exploitable important à l'intérieur du périmètre sollicité.



La transformation d'un permis d'exploitation en concession peut être exigée du titulaire du permis lorsque le gite apparait comme suffisamment important. Faute par l'intéressé d'obtempérer dans les délais prescrits son permis d'exploitation peut être annulé.

Article 28. — **Retour au Domaine.**

En cas d'expiration d'un permis d'exploitation sans renouvellement ou transformation, en cas d'annulation ou de déchéance du titulaire d'un permis d'exploitation, les terrains se trouvent libérés de tous droits en résultant.

## CHAPITRE IV

## CONCESSION

Article 29. — **Attribution.**

Les concessions sont accordées par décret pris en Conseil des Ministres.

Nul ne peut obtenir de concession s'il ne possède les capacités techniques et financières nécessaires pour mener à bien les travaux d'exploitation.

Le gouvernement juge des motifs ou considérations d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en concession.

Dans le cas où l'inventeur n'obtient pas la concession il a droit à une indemnité de la part des concessionnaires reglée par l'acte de concession et garantie par une hypothèque légale.

Si aucun concessionnaire n'est agréé la même indemnité sera versée par l'Etat à l'inventeur.

Article 30. — **Validité.**

La concession accordée après publication et enquête, est valable soixante quinze ans et peut être renouvelée une ou plusieurs fois pour une période de vingt ans si le concessionnaire a fait preuve d'une activité reconnue suffisante.

L'acte de concession purge en faveur du concessionnaire tous les droits résultants de permis de recherches ou d'exploitation.

Article 31. — **Droits conférés**

La concession de mine confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection, de recherches et d'exploitation des gites des substances pour lesquelles le permis dont elle dérive est valable et pour lesquelles la preuve du gisement important exploitable a été fournie.

La concession de mine constitue un droit immobilier de durée limitée, distinct de la propriété du sol, susceptible d'hypothèque. Les terrains,

bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation constituent des dépendances immobilières de la concession. Sous réserve des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, les dispositions de la législation en vigueur sur la propriété foncière sont applicables aux concessions de mines.

La concession est, sauf dérogation, limitée par un périmètre de forme rectangulaire dont les côtés doivent être orientés Nord-Sud et Est-Ouest. Ce périmètre doit être entièrement situé à l'intérieur du permis dont elle dérive, il pourra, dans des cas exceptionnels, chevaucher sur plusieurs permis appartenant au même titulaire si le gisement est au voisinage des limites des permis.

Sous réserve des dispositions contraires, prévues pour certaines substances à l'article 41 ci-dessous, l'octroi d'une concession confère à son titulaire les mêmes droits et obligations pour les substances concessibles qui se trouvent avec celles pour lesquelles la concession a été accordée à l'intérieur du même gisement, dans un état de connexité, tel que l'abatage des unes entraîne nécessairement l'abatage des autres. Toutefois le titulaire de la concession peut être mis en demeure de solliciter dans un délai déterminé, l'extension de son titre à ces substances connexes.

L'extension d'une concession à des substances nouvelles peut également être demandée par son titulaire. Elle est accordée dans les mêmes formes que le titre primitif et sous les mêmes réserves.

Article 32. — **Renouvellement.**

Les renouvellements des concessions sont accordés par décret pris en Conseil des Ministres.

Au cas où une demande de renouvellement de concession est déposée avant son expiration, la validité de ce titre est prorogée tant qu'il n'a pas été statué sur la dite demande.

Article 33. — **Cession — Amodiation.**

La concession est cessible, transmissible, amodiable et peut faire l'objet de fusion ou de division sous réserve d'autorisation préalable accordée par le Ministre chargé des Mines.

Toute convention non visée au précédent alinéa par laquelle le titulaire d'une concession confie partiellement ou totalement l'usage de ses droits à un tiers est soumise à déclaration préalable, sauf possibilité pour l'Administration de s'y opposer, pour des raisons techniques, dans un délai d'un mois.

Article 34. — **Annulation.**

Les concessions instituées en vertu de la présente loi ainsi que les concessions en vigueur à la date de sa publication peuvent être annulées et les concessionnaires déchus :

1) Si les travaux de mise en exploitation d'un gisement important



réputé exploitable sont retardés ou restreints sans motif légitime, et de façon préjudiciable à l'intérêt général ;

2) si l'activité d'exploitation est suspendue ou restreinte sans motif légitime, et de façon préjudiciable à l'intérêt général. L'annulation ou la déchéance ne pourra, dans les cas susvisées, être prononcée qu'après une procédure dans laquelle le concessionnaire aura été à même de fournir ses explications.

Suivant la même procédure l'annulation pure et simple de la concession pourra être prononcée pour une partie des subtances ou associations naturelles de substances pour lesquelles elle est valable lorsque, pendant plus de deux années, l'exploitation n'aura pas porté sur ces substances ou associations naturelles de substances sans que cette mesure ouvre aucun droit à indemnité ou dédommagement.

3) pour infraction aux dispositions des articles 6 et 33 ci-dessus ; pour non versement des taxes et redevances prévues par le régime fiscal en vigueur et visant la concession.

4) en cas de condamnation pour exploitation illicite ou pour infraction à la réglementation sur la possession, la détention, la circulation et le commerce des substances minérales visées à l'article 43.

La déchéance du concessionnaire le place dans l'obligation de purger les hypothèques légales dont fait objet la concession.

Article 35. — **Renonciation.**

Le titulaire d'une concession peut y renoncer en totalité. La renonciation ne devient définitive qu'après avoir été acceptée par décret pris en Conseil des Ministres. Elle entraine l'annulation de la concession.

Article 36. — **Retour au Domaine.**

En cas d'expiration d'une concession sans renouvellement, celle-ci est gratuitement mise à la disposition de l'Etat, libre de toute charge y compris ses dépendances immobilières. L'expiration de la concession entraine l'extinction de tous droits hypothécaires.

En cas d'annulation d'une concession ou de déchéance du concessionnaire, il est procédé à l'adjudication de la concession. S'il ne se présente aucun soumissionnaire, la concession est annulée.

## TITRE IV

## DISPOSITIONS APPLICABLES A CERTAINES SUBSTANCES MINERALES

### CHAPITRE I

### SUBSTANCES STRATEGIQUES

Article 37. — **Substances visées.**

Les dispositions particulières précisées aux articles 38, 39, 40 et 41 ci-dessous sont applicables aux substances stratégiques classées dans la liste des matières premières stratégiques.

Article 38. — **Instruction et attribution des titres miniers.**

L'instruction des demandes de titres miniers, des transactions et exportations, ainsi que de tous éléments pouvant affecter la production de ces substances, est reglée dans le cadre des accords particuliers que la République du Niger aura conclus ou pourra conclure avec un tiers Etat.

Article 39. — **Exportation des substances stratégiques.**

En application des accords conclus, la limitation ou l'interdiction de l'exportation des substances stratégiques vers des pays étrangers déterminés ou vers tous pays étrangers, peut en tant que de besoin être appliquée.

Cette limitation ou interdiction ne doit pas avoir pour effet de léser de façon durable les intérêts économiques de l'Etat.

Article 40. — **Modification du capital social — Transfert**

Toute modification importante de la composition du capital social des sociétés titulaires de titres miniers, et tout transfert à des tiers du droit de disposer de tout ou partie de la production n'ont lieu qu'après autorisation du Ministre chargé des Mines et conformément à la réglementation fiscale en vigueur de la République du Niger et dans le cadre des accords existants.

Article 41. — **Dispositions des substances connexes.**

Les dispositions des articles 22 (troisième alinéa) et 31 (quatrième alinéa) ne s'appliquent pas de droit aux substances stratégiques.

Article 42. — **Règles particulières aux hydrocarbures.**

En ce qui concerne les hydrocarbures liquides ou gazeux, préalablement à l'octroi du permis de recherches, des règles particulières concernant notamment le contrôle interne de la société, la conduite des travaux, des débouchés, le transport par canalisations ou la transformation sur place des produits d'exploitation sont définies par le Code Pétrolier.



### CHAPITRE II

### SUBSTANCES PRECIEUSES

Article 43. — **Substances visées.**

Les dispositions particulières précisées aux articles 44, 45 et 46 ci-dessous sont applicables aux métaux précieux et pierres précieuses.

Article 44. — **Règles particulières.**

Des décrets pris en Conseil des Ministres désignent celles des substances à l'état brut visées à l'article 43 dont la possession, la détention, le transfert, le commerce et la transformation, ainsi que toutes transactions les ayant pour objet, sont soumises à autorisation préalable. Ces décrets déterminent les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être obtenue ainsi que les règles applicables en cas de découverte de telles substances par des personnes non autorisées ou en cas de décès ou de disparition d'une personne autorisée à en détenir.

Sont soumis par l'effet de la présente loi aux dispositions de ces décrets les diamants bruts non clivés ni taillés (diamants proprement dits, borts, carbones).

Article 45. — **Zones de protection des chantiers d'exploitation**

Des arrêtés pris conjointement par le Ministre chargé des Mines et le Ministre de l'Intérieur peuvent, à la demande des intéressés, après enquête, définir des périmètres de protection comprenant des zônes «A» et «B».

Les zones «A» engloberont les chantiers, les campements miniers, les ateliers et usines de transformations et doivent etre entourées par l'exploitant d'une clôture continue. Leur superficie sera réduite à celle occupée par ces installations.

Les zones «B» engloberont les zones «A» et auront une superficie assez grande pour permettre un contrôle qui puisse protéger d'une façon efficace l'ensemble des travaux.

Les principaux points d'accès des zones «A» et «B» seront signalés par les intéressés au moyen de panneaux portant les inscriptions nécessaires.

Les dispositions de l'article 50 relatif à l'occupation des terrains sont applicables aux zones «A».

Article 46. — **Accès et circulation dans les zones de protection des chantiers**

L'accès à l'intérieur des zones «A» est réservé aux personnes munies d'un permis de séjour ou de circulation délivré par le Chef de Circonscription Administrative. Dans ces zones la circulation, le commerce,

et le colportage seront réglementés par l'arrêté institutif sans que les limitations ou interdictions qui seront édictées ouvrent aucun droit à indemnité.

A l'intérieur des zones «A» et «B» un contrôle sera exercé pour la recherche des infractions dans les conditions prévues à l'article 65.

## TITRE V

## ZONES INTERDITES A LA PROSPECTION A LA RECHERCHE & A L'EXPLOITATION DES MINES

Article 47. — **Zones visées.**

Des périmètres de dimensions quelconques à l'intérieur desquels la prospection, la recherche et l'exploitation minière peuvent être soumises à certaines conditions ou interdites sans que le permissionnaire ou concessionnaire puisse réclamer aucune indemnité, peuvent être établis pour la protection des édifices et agglomérations, lieux culturels et lieux de sépulture, points d'eau, voies de communication, ouvrages d'art et travaux d'utilité publique, comme en tous points où il serait jugé nécessaire dans l'intérêt général. Une indemnité représentant le montant des dépenses afférentes aux travaux ou ouvrage démolis ou abandonnés sera toutefois due au cas où le permissionnaire ou concessionnaire devrait démolir ou abandonner des travaux ou ouvrage regulièrement établis par lui en vue de l'exploitation desdits périmètres antérieurement à leur fixation.

Aucun travail de prospection, de recherches ou d'exploitation minière ne peut être ouvert à la surface dans une zone de cinquante mètres :

1) à l'entour des propriétés closes de murs ou d'un dispositif équivalent, villages, groupes d'habitants, puits, édifices religieux, lieux de sépulture et lieux considérés comme sacrés, sans le consentement du propriétaire ;

2) de part et d'autre des voies de communication, conduites d'eau et généralement, à l'entour de tous travaux d'utilité publique et ouvrage d'art, sans autorisation.

Les mesures prévues au présent article sont prises par arrêté conjoint du Ministre chargé des Domaines et du Ministre chargé des Mines tous titulaires intéressés de titre minier entendus.

## TITRE VI

## RELATIONS DES PERMISSIONNAIRES ET DES CONCESSIONNAIRES

### CHAPITRE I

### AVEC LES PROPRIETAIRES DU SOL

Article 48. — **Ouverture de carrière — Travaux d'utilité publique**

L'existence d'un permis ou d'une concession de mine ne peut empêcher le propriétaire du sol d'ouvrir sur son terrain des carrières de subs-



tances non concessibles, ni faire obstacle à l'exécution de travaux d'utilité publique à l'intérieur du permis ou de la concession, ou à l'intérieur de l'exploitation des carrières à utiliser pour ces travaux.

Le permissionnaire ou concessionnaire n'a droit qu'au remboursement des dépenses par lui faites ou rendues inutiles par l'exécution desdits travaux ou l'ouverture desdites carrières, compensation faite, s'il y a lieu, des avantages, qu'il peut en retirer.

Article 49. — **Disposition des substances non concessibles nécessaires à l'exploitation.**

Le titulaire d'un permis d'exploitation ou d'une concession a le droit de disposer, pour les besoins de son exploitation minière et des industries qui s'y rattachent, des substances non concessibles dont ses travaux entrainent nécessairement l'abatage. Le propriétaire du sol, peut réclamer la disposition contre payement d'une juste indemnité, s'il y a lieu, de celles de ces substances qui ne seraient pas ainsi utilisées par l'exploitant, à moins qu'elles proviennent du traitement des substances concessibles extraites.

Article 50. — **Occupation des terrains nécessaires.**

Le permissionnaire ou le concessionnaire peut être autorisé par arrêté conjoint du Ministre chargé des Domaines et du Ministre chargé des Mines, à occuper les terrains qui seraient nécessaires à son activité de recherches ou d'exploitation et aux industries qui s'y rattachent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre du permis de la concession dans les conditions suivantes :

Dès réception de la demande d'occupation, si celle-ci est jugée recevable, un arrêté du Ministre chargé des Mines constate la recevabilité et désigne les terrains nécessaires. L'autorisation d'occuper n'est accordée qu'à raison d'une éventuelle procédure de cession de droits coutumiers, telle qu'elle est prévue par les articles 58 à 62 de l'Ordonnance n° 59-113-PCN du 11 juillet 1959, portant réglementation des terres du Domaine privé de l'Etat.

Lorsque, pour une raison quelconque, un accord amiable n'est pas intervenu, l'autorisation d'occupation n'est accordée :

1) qu'après que les propriétaires, suivant le Code Civil ou le Régime de l'immatriculation, et les titulaires des droits fonciers coutumiers aient été mis à même par voie administrative et dans un délai déterminé par des règlements en vigueur, de présenter leurs observations.

Doivent être ainsi consultés :

— pour les terrains détenus par des particuliers dans les formes et conditions prévues par le Code Civil ou le régime de l'immatriculation : les propriétaires ;

— pour les terrains relevant des droits coutumiers : les bénéficiaires de ces droits ou leurs représentants qualifiés ;

— pour les terrains du Domaine : la collectivité ou l'établissement public dont ils relèvent et, le cas échéant, l'occupant actuel.

Toutefois, si pour une raison quelconque, les procédures ci-dessus engagées n'ont pu aboutir dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de l'arrêté susvisé, il peut être passé outre sur le rapport conjoint du Ministre chargé des Domaines et du Ministre chargé

des Mines demandant l'application des dispositions de la législation fixant la procédure d'expropriation des droits fonciers coutumiers dans la République du Niger, ou pour les autres terrains des textes réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire.

2) qu'après consignation dans les caisses d'un comptable public des indemnités suivantes :

Si l'occupation n'est que temporaire et si le sol peut être mis en culture comme il l'était auparavant un an après la libération du terrain, l'indemnité annuelle d'occupation est fixée au double du produit net du terrain ;

— dans les autres cas, l'indemnité est estimée au double de la valeur que le terrain avait avant l'occupation.

Les contestations entre propriétaires ou relatives aux évaluations des dommages restent du ressort des tribunaux civils.

Article 51. — **Coupes de bois — Utilisations de chutes d'eau**

L'arrêté coinjoint du Ministre chargé des Domaines et du Ministre chargé des Mines, prévu à l'article 50 (1°), peut en outre autoriser le permissionnaire :

1) à couper les bois nécessaires à ses travaux, à utiliser les chutes d'eau non utilisées ni réservées et à les aménager pour les besoins de ses travaux à l'intérieur du périmètre ;

2) à exécuter les travaux nécessaires à son activité et aux industries qui s'y rattachent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre.

En dehors des travaux de recherches et d'exploitation proprement dits, font partie des activités, industries et travaux visés ci-dessus, à l'article 50 et au présent article :

— les ouvrages de secours y compris les puits et galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux ;

— l'établissement et l'exploitation des centrales, postes et lignes électriques ;

— la préparation, le lavage, la concentration, le traitement mécanique, chimique et métallurgique des minéraux extraits, l'agglomération, la distillation, la gazéification des combustibles ;

— le stockage et la mise en dépôt des produits et déchets ;

— les constructions destinées au logement, à l'hygiène et aux soins du personnel, les cultures vivrières destinées à son ravitaillement ;

— l'établissement de toutes voies de communication et notamment les routes, rigoles, canaux, canalisations, pipes-lines, convoyeurs, transporteurs aériens, ports fluviaux, terrains d'atterissage ;

— l'établissement de bornes repères et de bornes de délimitation.

Article 52. — **Expropriation.**

Les projets d'installation visés aux articles 50 et 51 peuvent, s'il y a lieu, être déclarés d'utilité publique dans les conditions prévues par la réglementation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sous réserve des obligations particulières ou complémentaires qui seront imposées au permissionnaire ou concessionnaire.



Article 53. — **Indemnités, frais et charges résultant des travaux ci-dessus.**

Les frais, indemnités et, d'une façon générale, toutes les charges résultant de l'application des articles 50, 51 et 52 ci-dessus sont supportés par le permissionnaire ou concessionnaire intéressé.

Lorsque l'occupation des terrains prive le propriétaire ou le titulaire des droits fonciers coutumiers de la jouissance du sol pendant plus d'une année ou lorsqu'après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires ou les titulaires des droits fonciers coutumiers peuvent exiger du titulaire de l'autorisation l'acquisition du sol. La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire ou le titulaire des droits fonciers coutumiers l'exige.

Le terrain à acquérir ainsi est toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

Les voies de communication ou les lignes électriques créées par le titulaire peuvent, lorsqu'il n'en résulte aucun obstacle pour l'installation et moyennant une juste indemnisation, être utilisées pour le service des établissements voisins s'ils le demandent et être ouvertes éventuellement à l'usage public.

Article 54. — **Réparation des dommages.**

Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu de réparer tous dommages que ces travaux pourraient occasionner à la propriété superficielle. Il ne doit, en ce cas, qu'une indemnité correspondant à la valeur simple du préjudice causé.

## CHAPITRE II

## RELATION AVEC D'AUTRES PERMISSIONNAIRES ET CONCESSIONNAIRES

Article 55. — **Exécution des travaux utiles à une mine voisine.**

Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but, soit de mettre en communication des mines voisines pour l'aérage et l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage. d'assèchement ou de secours destinées au service des mines voisines les permissionnaires ou concessionnaires ne peuvent s'opposer à l'exécution des travaux et sont tenus d'y participer chacun dans la proportion de son intérêt.

Article 56. — **Réparation des dommages occasionnés à une mine voisine.**

Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occassionnent des dommages à l'exploitant d'une autre mine voisine, en raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, l'auteur des travaux en doit la réparation.

Lorsque, au contraire, ces mêmes travaux tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'autres mines par machines ou par galeries, il y a éventuellement lieu, d'une mine en faveur de l'autre, à une indemnité.

Article 57. — **Zone neutre.**

Un investison de largeur suffisante peut être prescrit pour éviter que les travaux d'une mine puissent être mis en communication avec ceux d'une autre mine voisine déjà instituée ou qui pourrait être instituée. L'établissement de cet investison ne peut donner lieu à aucune indemnité de la part du titulaire d'une mine au profit de l'autre.

## CHAPITRE VII

## SURVEILLANCE DE L'ADMINISTRATION

Article 58. — **Surveillance Administrative et Technique**

Les ingénieurs du Service des Mines et les fonctionnaires et agents placées sous leurs ordres sont chargés, sous l'autorité du Ministre chargé des Mines, de veiller à l'application de la présente Loi et des décrets et règlements pris pour son application, ainsi que de la surveillance administrative et technique des activités visées par la présente Loi.

Ils concourent au contrôle de l'application de la législation et de la réglementation du travail dans les entreprises visées à la présente Loi. Ils disposent à cet effet des pouvoirs dévolus aux inspecteurs du travail et conjointement avec eux par le Code du travail.

Ils portent à la connaissance de l'inspecteur du Travail du ressort, les mesures qu'ils ont prescrites et, le cas échéant, les mises en demeure qu'ils ont signifiées.

Ils procèdent à l'élaboration, à la conservation et à la diffusion de la documentation concernant notamment les substances minérales, l'industrie et les ressources minérales, la géologie pure et appliquée. Ils ont à cet effet le pouvoir de procéder à tout moment à toute opération de vérification d'indices ou de gisements et ont à tout instant accès aux travaux et installations visés par leur contrôle. Les permissionnaires, concessionnaires ou exploitants sont tenus de leur fournir les moyens de parcourir les travaux accessibles.

Article 59. — **Conduite des travaux de mine.**

Les travaux de mine doivent être conduits suivant les règles de l'art. Leur direction technique est assurée dans chaque exploitation par un Chef de Service unique dont le nom est porté par l'exploitant de la connaissance du Ministre chargé des Mines.

Toute ouverture ou fermeture d'un centre de recherches ou d'exploitation de mine ou de carrière doit être déclarée au Ministre chargé des Mines.



Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au dessous de la surface du sol, doit être en mesure de justifier que déclaration en a été faite au Ministre chargé des Mines, qui a pouvoir d'y accéder ou d'y faire accéder les fonctionnaires et agents placés sous ses ordres, de se faire remettre tout échantillon et de se faire communiquer tous documents ou renseignements d'ordre géologique, hydrogéologique ou minier.

Tout levé de mesures géophysiques doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Ministre chargé des Mines, les résultats de ces mesures lui sont communiqués.

Les documents ou renseignements recueillis en vertu des deux alinéas précédents ne peuvent, sauf autorisation de l'auteur des travaux, être rendus publics ou communiqués à des tiers par l'Administration avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle ils ont été obtenus.

Les renseignements relatifs aux substances visées aux articles 37 et 43 obtenus par l'Administration en vertu du présent titre, sont considérés comme secrets. Les dispositions spéciales nécessaires seront prises pour assurer, dans l'application du régime fiscal, le secret des teneurs, des tonnages et des destinations de ces substances.

Article 60. — **Accidents.**

Tout accident grave survenu dans une mine ou dans ses dépendances doit être porté par le permissionnaire ou concessionnaire à la connaissance du Chef de Service des Mines et des autorités administratives et judiciaires locales, dans le plus bref délai possible.

Les permissionnaires ou concessionnaires doivent se soumettre aux mesures qui peuvent être ordonnées en vue de prévenir ou de faire disparaître les causes des dangers que leurs travaux feraient courir à la sécurité publique, à l'hygiène des ouvriers mineurs, à la conservation de la mine ou des mines voisines, des sources, des voies publiques.

En cas d'urgence ou en cas de refus par les intéressés de se conformer à ces injonctions, les mesures nécessaires seront prises par des agents dûment habilités et exécutés d'office aux frais des intéressés.

En cas de péril imminent, les agents dûment habilités prennent immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser le danger et peuvent, s'il y a lieu, adresser à cet effet toutes réquisitions utiles aux autorités locales.

Article 61. — **Utilisation des gisements.**

Les permissionnaires ou concessionnaires de mines doivent se soumettre aux mesures qui peuvent être ordonnées en vue de la meilleure utilisation possible des gisements.

Les substances extraites des exploitations de mines peuvent exceptionnellement etre réquisitionnées par décret moyennant indemnité dans

un but d'intérêt général. Cette réquisition ouvre, en faveur du permissionnaire ou du concessionnaire, le droit à une indemnité.

## TITRE VIII

### INFRACTIONS — PENALITES

Article 62. —

Toutes les contestations auxquelles donnent lieu les actes administratifs rendus en exécution de la présente loi et des textes pris pour son application sont de la compétence du Tribunal administratif dans le ressort duquel se trouvent les travaux miniers, sous réserve des dispositions de l'article 50 in fine.

Article 63.

Dans tous les cas où les contestations entre particuliers concernant les empiètements de périmètre de permis ou de concessions de mines sont portées devant les Tribunaux civils, les rapports de la Direction des Mines peuvent tenir lieu de rapports d'experts.

Article 64. —

Les infractions aux prescriptions de la présente loi ou des textes pris pour son application sont constatées par les officiers de police judiciaire, les agents assermentés du Service des Mines et tous autres agents commissionnés à cet effet conformément aux dispositions du Code d'Instruction Criminelle.

Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 65. —

Les officiers de police judiciaire, les agents assermentés du Service des Mines et tous les autres agents spécialement commissionnés à cet effet auront qualité pour procéder aux enquêtes et saisies et aux perquisitions s'il y a lieu.

La recherche des infractions entraine le droit de visite corporelle. Ce droit est notamment exercé par les agents visés à l'alinéa précédent, à l'intérieur des zones de protection «A» et «B» prévues à l'article 45.

La visite corporelle d une femme ne peut être faite que par un medecin ou par une femme.

Article 66. —

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 240.000 et à 6.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livrera d'une façon illicite à des travaux



de prospection, de recherches ou d'exploitation des métaux précieux et des pierres précieuses.

Les métaux et les pierres précieuses extraits illicitement seront saisis et la confiscation en sera prononcée par les Tribunaux.

Le fait pour un particulier résidant dans une zone minière de procurer sciemment le logement à des prospecteurs clandestins constitue un acte de complicité.

Article 67.

— Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 60.000 à 400.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1) — ceux qui auront détruit, déplacé ou modifié d'une façon illicite les bornes ;

2) — ceux qui auront falsifié les inscriptions portées sur les titres de permis et des concessions ;

3) — ceux qui auront fait une fausse déclaration pour obtenir un titre minier ;

4) — ceux qui auront pénétré sans autorisation dans les zones «A» et «B» définies à l'article 45.

Article 68. —

Toutes infractions aux dispositions de la présente Loi, autres que celles faisant l'objet des articles ci-dessus, seront déterminées et sanctionnés par décret.

## TITRE IX

### DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 69. — **Décret d'application.**

Les modalités et d'application de la présente Loi seront déterminées par décrets pris en Conseil des Ministres, et par arrêtés Ministériels.

Article 70. — **Titres accordés antérieurement à la présente Loi.**

Les permis et concessions en vigueur à la date d'entrée en application de la présente Loi restent valables pour la durée et les substances pour lesquelles ils ont été délivrés et conservent leur définition pendant toute la durée de leur validité.

Les conventions et règles spéciales restent valables.

Les autorisations personnelles à la date de mise en application de la présente loi seront transformées automatiquement en autorisation de prospection.

Article 71. — **Dispositions contraires ou antérieures.**

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente Loi. Les dispositions des textes antérieurs non contraires à celles de la présente Loi et à celles des décrets et arrêtés visés à l'article 69 restent en vigueur en tant que de besoin avec valeur de règlements locaux.

Article 72. —

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 27 mai 1961.

HAMANI DIORI



**Décret n° 61-219/MTP du 14 octobre 1961 fixant les conditions d'application de la Loi n° 61-08 du 29 mai 1961, relative à la prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960 ;

Vu la Loi n° 61-08 du 29 mai 1961, relative à la prospection, le recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger ;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines et de l'Urbanisme ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le présent décret fixe les conditions d'application de la Loi n° 61-08 du 29 mai 1961 relative à la prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger, dans lequel la Loi sus-visée est dénommée «Loi Minière».

**TITRE I**

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Toutes les demandes formulées en application de la Loi Minière, et éventuellement les pièces annexes, sont adressées en triple exemplaire, dont deux exemplaires au Ministre chargé des Mines par pli recommandé avec accusé de réception, et un exemplaire au Chef du Service des Mines qui l'enregistre sur le registre spécial.

Il est établi une demande distincte pour chaque droit sollicité.

Les correspondances doivent être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction dûment certifiée.

Art. 3. — Les demandes formulées en application des dispositions du titre III de la Loi Minière, doivent fournir sur les personnes au bénéfice desquelles elles sont présentées, les renseignements suivants :

S'il s'agit d'une personne physique :

— ses nom, prénoms, qualité, nationalité et domicile ;

— une copie certifiée conforme de sa carte d'identité ou de son passeport ;

— un extrait de son casier judiciaire ayant au plus six mois de date, ou si elle est étrangère, la pièce qui en tient lieu dans son pays d'origine ;

S'il s'agit d'une société ;

— son siège social, son capital social, et les nom, prénoms, nationalité, qualité et domicile des personnes désignées ci-dessous :

— le Président, les Membres du Conseil d'Administration, les Commissaires aux Comptes des Sociétés Anonymes ;

— les Gérants et Membres du Conseil de Surveillance des Sociétés en Commandite par Actions et des Sociétés à responsabilité limitée ;

— le Gérant et tous les associés commandités des Sociétés en Commandite simple ;

— tous les associés des Sociétés en nom collectif et des Sociétés à Responsabilité limitée n'ayant pas de Conseil de Surveillance ;

— les Directeurs ayant la signature sociale.

Toute demande faite au bénéfice d'une Société ou d'un groupe de personnes doit être accompagnée des pouvoirs du ou des signataires de la demande. Toute demande faite au bénéfice d'une Société doit être accompagnée d'un exemplaire certifié conforme des statuts de celle-ci, des pièces justificatives de sa constitution et de son dernier bilan.

Art. 4. — Toute société détentrice d'une autorisation de prospection, ou d'un titre minier doit porter sans délai à la connaissance du Ministre chargé des Mines, toute modification apportée aux statuts, à la forme ou au capital de la Société, tout changement des personnes visées à l'article 3 ci-dessus. Elle doit lui adresser annuellement, copies de son bilan et de tous rapports présentés aux assemblées générales.

Art. 5. — Les personnes appelées à recueillir par voie d'héritage des permis de recherche, d'exploitation ou des concessions doivent, au moment du renouvellement ou de la transformation des permis, et, en tout cas, dans le délai d'un an après la date du décès de leur titulaire, saisir l'autorité compétente d'une demande à l'effet de régularisation de possession des droits. Si la transmission par voie d'héritage est faite au bénéfice d'une indivision, il sera procédé, si besoin est, aux partages de licitations nécessaires pour permettre l'accomplissement des formalités ci-dessus. Le délai imparti est, dans ce cas, prorogé d'un an.

Ces dispositions s'appliquent également aux Sociétés en nom Collectif. Lors de la dissolution de la Société par décès d'un associé, les formalités sont remplies à la diligence des autres associés.

Art. 6. — Tout titulaire d'une autorisation de prospection ou de titres miniers doit notifier élection de domicile dans la République du Niger.

Il est accusé réception de cette déclaration par le Chef du Service des Mines.



Art. 7. — Le Ministre de l'Intérieur et les Chefs de Circonscriptions Administratives sont tenus au courant de l'évolution des autorisations de prospection et des titres miniers dont les périmètres relèvent de leur Circonscription.

Art. 8. — Des registres spéciaux tenus par le Service des Mines et de la Géologie et qui sont communiqués sans déplacement à tout requerant sur sa demande, portent :

1°) — Mention de l'attribution des autorisations de prospection, des permis de recherche, d'exploitation et des concessions, ainsi que de leurs renouvellements ;

2°) — Transcription ou mention analytique de tous changements, abandons, mutations, transmissions, fusion, division, actes civils ou judiciaires concernant les permis et les concessions.

Les inscriptions visées ci-dessus sont également, en ce qui concerne les concessions, faites au bureau de la Conservation Foncière, selon les conditions et avec les effets juridiques prévus par les règles en vigueur pour la propriété immobilière.

Ces inscriptions sont faites, y compris celles qui se rapportent à l'institution des concessions, à la diligence et sur les déclarations des intéressés.

Les déclarations, pour être valables, doivent être accompagnées des pièces constatant l'institution des concessions ou la recevabilité au point de vue de la réglementation minière.

Art. 9. — Il est interdit à tous les fonctionnaires et agents de la République du Niger, aux agents des Etablissements et Offices Publics, aux Officiers et militaires en activité, de prendre un intérêt direct dans la prospection, la recherche ou l'exploitation des mines situées sur le territoire de la République du Niger. Sauf dérogation accordée par décret, ces interdictions continuent à porter effet à l'encontre des fonctionnaires ou agents et employés du Service des Mines ayant quitté le Service depuis moins de cinq ans, pour une participation directe ou indirecte à la prospection, la recherche ou l'exploitation minière.

### De la définition des points répères

Art. 10. — La définition d'un point repère ne doit prêter à aucune confusion. Ce point doit être, dans la mesure du possible, un point remarquable et invariable du sol, bien défini et aisément reconnaissable, tel que : angle déterminé d'un bâtiment maçonné, ouvrage d'art, point géodésique ou astronomique matérialisé par une borne cimentée, croisement de routes etc... Dans le cas contraire, le point repère sera matérialisé sur le terrain par une borne portant le nom du demandeur et la date de son implantation.

Dans le cas où le point repère viendrait à se trouver à l'intérieur d'un permis, le demandeur devra s'assurer qu'il n'est pas situé sur une partie du gisement et qu'il n'est pas ainsi appelé à disparaître à la suite d'une exploitation éventuelle.

La définition du point repère doit, enfin, être complétée par ses coordonnées géographiques.

Le périmètre d'un permis de recherches, d'un permis d'exploitation ou d'une concession est défini par rapport au point repère. Cette définition pourra être donnée soit par coordonnées cartésiennes, soit par l'intermédiaire d'un secteur ayant son origine au point repère, soit par photographies aériennes I.G.N. (tirage plastibrome) sur demande du Ministre chargé des Mines.

## TITRE II

## DES TITRES MINIERS

### CHAPITRE I — De l'autorisation de prospection

Art. 11. — L'autorisation de prospection est incessible.

Elle peut être accordée à toute personne physique ou morale ou conjointement à plusieurs de ces personnes pour une ou plusieurs substances concessibles.

Elle doit porter sur des surfaces élémentaires, constituées par des rectangles dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais, déduction faite éventuellement des surfaces comprises à l'intérieur des zones fermées instituées en application de l'article 7 de la Loi Minière, et des surfaces des titres miniers délivrés antérieurement, et valables pour la ou les substances pour la ou lesquelles ils ont été accordés.

Art. 12. — Le titulaire d'une autorisation de prospection peut, s'il satisfait aux conditions prévues par les dispositions du Chapitre II du présent décret, obtenir un permis de recherches du type A ou B.

Art. 13. — La demande d'autorisation de prospection doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 ci-dessus.

A — Elle indique et fournit :

1° — la superficie du périmètre sollicité, ses limites précises et les Circonscriptions Administratives intéressées ;

2° — les capacités techniques et financières du demandeur, et éventuellement l'activité minière antérieure ;

3° — la ou les substances concessibles ;

4° — le programme général des travaux projetés ;

5° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit etre accompagnee des annexes suivantes :

1° — un extrait de la carte à l'échelle du 1/200.000 de la région ou l'autorisation est sollicitée, précisant les sommets et les limites du périmètre demandé, les points géographiques servant à les définir ;

2°) — l'engagement de presenter au Chef de Service des Mines, dans



le mois qui suivra l'octroi de l'autorisaton de prospection, un compte-rendu mensuel des travaux de prospection effectués ;

3° — si la demande est présentée par plusieurs personnes ou Sociétés, un exemplaire certifié du protocole d'association.

Après avoir fait compléter le cas échéant, la demande dans un délai qu'il fixe, le Ministre chargé des Mines fait connaitre au pétitionnaire, par lettre recommandée, si sa demande est recevable ou non en la forme.

Si la demande est recevable, elle sera transmise par le Chef du Service des Mines, avec ses propositions, au Ministère chargé des Mines.

Le décret octroyant l'autorisation est publié au Journal Officiel.

Art. 14. — La demande de renouvellement d'une autorisation de prospection doit être formulée un mois au moins avant l'expiration de la période de validité en cours. Elle est adressée au Ministre chargé des Mines et instruite dans les mêmes formes que la demande d'autorisation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3, elle doit être accompagnée seulement :

— d'un mémoire indiquant les travaux déjà exécutés, leur montant et leurs résultats, ainsi que les raisons qui motivent la demande de renouvellement ;

— du programme général des travaux complémentaires projetés ;

— du récépissé de versement du droit fixe ;

Le décret octroyant le renouvellement est publié au Journal Officiel.

Art. 15. — Le titulaire d'une autorisation de prospection peut, à tout moment au cours de sa période de validité, solliciter une extension à de nouvelles substances concessibles.

La demande d'extension est établie, instruite, accordée ou refusée dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus.

Art. 16. — Si l'activité du titulaire d'une autorisation de prospection est insuffisante ou préjudiciable à l'intérêt général, ou si les obligations prévues à l'article 11, alinéa 2 de la Loi Miniere ne sont pas observées, l'autorisation de prospection peut être restreinte ou annulée.

Cette restriction ou annulation ne peut être prononcée qu'après mise en demeure du Ministre chargé des Mines.

La restriction et le retrait sont prononcés dans les mêmes formes que l'octroi de l'autorisation de prospection.

## CHAPITRE II — Du permis de Recherches

### SECTION I — De l'octroi des permis

Art. 17. — Sous réserve des dispositions prévues au 2e paragraphe de l'article 12 de la Loi Minière, toute personne physique ou morale ou plusieurs de ces personnes conjointement, titulaires ou non d'une autorisation de prospection, peuvent solliciter un permis de recherches du type A ou B.

Art. 18. — Le permis de recherches confère à son titulaire, à tout moment au cours de la période de validité dudit permis, et sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par les dispositions du chapitre III du present décret, le droit de solliciter un permis d'exploitation.

Il confère également à son titulaire, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par les dispositions du chapitre IV du présent décret, le droit de solliciter une concession.

Art. 19. — La demande de permis doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 présent décret et de l'article 14 — 3e alinéa de la Loi Miniere ; elle ne sera valable que pour les surfaces disponibles.

Sont considérées comme surfaces disponibles.

— les surfaces sur lesquelles il n'existe aucun titre de permis de recherches, d'exploitation ou de concession accordée pour la ou les substances pour la ou lesquelles le permis de recherches est sollicité.

— les surfaces non comprises dans les zones fermées au sens de l'article 7 de la Loi Minière.

A — Elle indique et fournit :

1° — la ou les substances pour laquelle ou lesquelles le permis de recherches est demandé et le type du permis de recherches ;

2° — la durée, les limites, la superficie du permis sollicité et les Circonscriptions Administratives intéressées ;

3e — l'effort financier minimum indexé que le demandeur s'engage à consacrer à l'exécution de ses recherches pendant la première période de validité du permis ;

4° — le récépissé de versement du droit fixe.

Il doit être présenté une demande distincte par permis.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — tous documents de nature à justifier de la capacité du demandeur, tant du point de vue technique que financier, d'entreprendre et de conduire des travaux de recherches ;

2° — si la demande est présentée par plusieurs personnes ou Sociétés, un exemplaire certifié du protocole d'association ;

3° — un extrait de la carte à l'échelle du 1/200.000 de la région où le permis est demandé, précisant les sommets et les limites du périmètre sollicité et les points géographiques servant à les définir ;



4° — le programme général et l'échelonnement des travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la première période de validité du permis ;

5° — l'engagement de présenter au Chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra l'octroi du permis, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travail de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des travaux de recherches effectués.

Art. 20. — Après avoir fait compléter, le cas échéant, la demande dans un délai qu'il fixe, le Ministre chargé des Mines fait connaitre au pétitionnaire, par lettre recommandée, si sa demande est recevable ou non en la forme.

Si la demande est reconnue recevable en la forme, elle sera transmise par le Chef du Service des Mines, avec ses propositions, au Ministre chargé des Mines.

Le Ministre chargé des Mines transmet le dossier avec ses propositions dans un délai de deux mois au Conseil des Ministres.

Le décret octroyant le permis est publié au Journal Officiel. Il prend effet, sauf dispositions contraires, le quinzième jour qui suit la date de sa publication.

Art. 21. — Si la demande, après mise en demeure, n'est pas reconnue recevable en la forme, ou si les conditions techniques et financières sont jugées insuffisantes, le Ministre chargé des Mines après avis du Conseil des Mines, rejette la demande.

Le rejet de la demande d'un permis de recherches n'ouvre aucun droit à indemnité ou à dédommagement quelconque.

Art. 22. — L'extension d'un permis de recherches à des substances nouvelles est accordée dans les memes formes que le titre primitif.

### SECTION II — Du renouvellement du permis

Art. 23 — Le titulaire d'un permis de recherches qui désire en obtenir le renouvellement choisit, en se conformant au 3° alinéa de l'article 14 de la Loi Miniere, les surfaces qu'il demande à conserver s'il s'agit d'un permis de recherches du type A.

Art. 24. — La demande de renouvellement d'un permis de recherches doit etre presentee quatre mois au moins avant l'expiration de la période de validite en cours.

Elle doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 du present decret sans qu'il soit cependant necessaire, s'il s'agit d'une société, de fournir les pieces justificatives de sa constitution, ni un exemplaire certifie des statuts.

A — Elle indique et fournit ;

1° — la ou les substances pour la ou lesquelles le renouvellement est demandé ;

2° — les renseignements nécessaires à l'identification du permis ;

3° — la durée du renouvellement sollicité ;

4° — le périmètre que le titulaire demande à conserver et les Circonscriptions Administratives intéressées ;

5° — l'effort financier minimum indexé que le titulaire s'engage à consacrer à l'exécution de ses recherches pendant la durée du renouvellement sollicité ;

6e — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes ;

1° — tous documents de nature à justifier de la capacité du demandeur tant du point de vue technique que financier, de poursuivre des travaux de recherches ;

2° — une carte établie comme il est dit à l'article 19 — B — 3° ci-dessus, où sont tracées les limités de la surface que le titulaire demande à conserver ;

3° — un mémoire détaillé qui expose les travaux déjà exécutés et leurs résultats, précisant dans quelle mesure les objectifs indiqués dans la demande initiale ont été atteints ou modifiés, et justifiant le choix du périmètre que le titulaire demande a conserver ;

4e — le programme général échelonné des travaux que le titulaire du permis se propose d'exécuter pendant la durée du renouvellement sollicité ;

5e — l'engagement de présenter au chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra la publication du décret accordant le renouvellement, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des travaux de recherches effectués.

Art. 25. — Lorsque le Ministre charge des Mines estime, sur propositions du Chef du Service des Mines, que le titulaire peut se prévaloir du droit à renouvellement prévu à l'article 14 — 1° — de la Loi Minière celui-ci transmet le dossier avec ses propositions au Conseil des Ministres.

Le décret octroyant le renouvellement du permis est publié au Journal Officiel.



## SECTION III — Des mouvements de permis de recherches.

Art. 26. — Il y a mouvement de permis, au sens de l'article 16 de la Loi Minière, lorsqu'il y a changement de titulaire.

La demande de cession, ou de transmission d'un permis de recherches, doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 du présent décret, et aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 16 de la Loi Minière. Elle doit être signée conjointement par les deux parties, et passée sous condition suspensive de l'autorisation préalable.

A — Elle indique et fournit :

1° — les raisons qui motivent la demande de cession ou de transmission ;

2° — l'effort financier minimum indexé que le ou les nouveaux titulaires s'engagent à consacrer aux recherches jusqu'à l'expiration de la validité de leur titre ;

3° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — du dossier du permis initial ;

2° — un exemplaire de l'acte de cession ou de transmission signé par les deux parties ;

3° — tous documents de nature à justifier de la capacité du nouveau demandeur, tant du point de vue technique que financier, d'entreprendre et de conduire des travaux de recherches ;

4° — un exemplaire certifié de tous les accords ou contrats passés entre ceux des intéressés qui seront après la cession ou la transmission, titulaires du permis ou des permis de recherches ;

5° — le programme général et l'échelonnement des travaux que le nouveau titulaire du permis projette d'exécuter, pendant la période de validité en cours, pour la reconnaissance et l'exploration de l'étendue du permis ;

6°) — l'engagement, par le titulaire du permis de présenter au Chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra la publication du décret autorisant la cession ou la transmission, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des travaux de recherches effectués.

Art. 27. — Le Ministre chargé des Mines, sur proposition du Chef du Service des Mines, adresse le dossier de la demande au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret autorisant la cession ou la transmission est publié au Journal Officiel, et notifié au nouveau titulaire par les soins du Ministre chargé des Mines, avec le dossier initial du permis de recherches.

**SECTION IV — De l'annulation des permis.**

Art. 28. — Les dispositions dont l'observation peut entrainer l'annulation du permis sont celles résultant de l'article 17 de la Loi Minière.

Art. 29. Dans le cas où un permis est susceptible d'être annulé, le Ministre chargé des Mines adresse au titulaire du permis une mise en demeure lui fixant un délai pour satisfaire à ses obligations. Ce délai ne peut etre inférieur à un mois.

Art. 30. — Si, à l'expiration de ce délai, les obligations énoncées par la mise en demeure n'ont pas été exécutées, le Ministre chargé des Mines adresse le dossier au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret prononçant l'annulation d'un permis est publié au Journal Officiel, sans préjudice de l'application des pénalités prévues par la Loi Minière.

**SECTION V — De la renonciation aux permis**

Art. 31. — La demande en renonciation totale sur un permis du type A ou B ou partielle sur un permis du type A est présentée par le titulaire du permis.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, elle se borne, pour les Sociétés, à indiquer leur raison sociale et leur siège social.

A — Elle indique et fournit :

1° — le dossier du permis de recherches initial ;

2° — les renseignements nécessaires à l'identification du permis dans le cas d'une renonciation partielle ;

3° — les raisons, notamment d'ordre technique ou financier, qui motivent la demande ;

4° — dans le cas d'une renonciation partielle à un permis du type A :

a) — la surface que le titulaire désire conserver,

b) — l'effort financier minimum indexé que le demandeur s'engage à souscrire sur la superficie réduite,

5° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée, dans le cas d'une renonciation partielle, des annexes suivantes :

1° — un extrait de la carte à l'échelle du 1/200.000 de la région, précisant les sommets et les limites du permis en cours de validité, et du périmètre que le titulaire désire conserver, ainsi que les points géographiques servant à le définir ;

2° — un mémoire détaillé qui expose les travaux déjà exécutés et leurs résultats, précise dans quelle mesure les objectifs indiqués dans la demande initiale ont été atteints ou modifiés et justifie le choix du périmètre que le titulaire demande à conserver ;

3° — l'état de réalisation, à la date de la demande de renonciation



partielle, de l'engagement financier minimum souscrit pour la période de validité en cours du permis ;

4° — le programme général et l'échelonnement des travaux que le titulaire du permis projette d'exécuter sur la surface qu'il conserve pendant la période de validité restant à courir ;

5°) — l'engagement de présenter au Chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra l'acceptation de la renonciation partielle, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des travaux de recherches effectués.

Art. 32. — La renonciation totale ou partielle est prononcée par le Ministre chargé des Mines, sur proposition du Chef du Service des Mines.

L'arrêté acceptant la renonciation, totale ou partielle, est publié au Journal Officiel et notifié au titulaire.

Art. 33. — Lorsqu'un permis arrive à expiration de sa période de validité sans avoir été renouvelé, soit après avoir été renouvelé et qu'il n'a pas fait en temps utile l'objet de demande de permis d'exploitation ou de concession, ledit permis est purement et simplement annulé sans autre formalité pour compter du lendemain du jour anniversaire de la date de sa délivrance, et les terrains qui en faisaient l'objet font retour libres de tous droits et charges aux terrains ouverts à la recherche.

Art. 34. — Le titulaire d'un permis de recherches expiré, annulé, ou dont la renonciaton a été acceptée ne peut acquérir même partiellement et ni directement ou indirectement, des droits sur le même périmètre qu'après un délai de six mois après la notification de l'arrêté qui a prononcé la renonciation totale ou partielle du permis.

**CHAPITRE III — Du permis d'exploitation**

**SECTION I — De l'octroi du permis**

Art. 35. — Le permis d'exploitation confère à son titulaire, à tout moment au cours de la période de validité dudit permis, et sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par les dispositions du chapitre IV du présent décret, le droit de solliciter une concession.

Art. 36. — La demande du permis d'exploitation est adressée au Ministre chargé des Mines qui en accuse réception.

Elle est formulée par le titulaire du permis de recherches sur lequel se trouve le gisement faisant l'objet de la demande.

A — Elle indique et fournit :

1° — les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur et éventuellement le siège social de la Société ;

2° — les références du permis sollicité ;

3° — la ou les substances pour la ou lesquelles le permis d'exploitation est sollicité ;

4° — la dénomination et la situation géographique exacte du gisement ;

5° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° — un mémoire détaillé indiquant les résultats des travaux de recherches exécutés sur le permis sollicité ;

2° — le programme général d'exploitation du gisement pour lequel le permis d'exploitation est demandé ;

3° — un extrait de la carte au 1/200.000 de la région précisant les sommets et les limites du permis ainsi que la position géographique du gisement ;

4° — l'engagement de présenter au Chef du Service des Mines dans le mois qui suivra la date de délivrance du permis d'exploitation, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des substances extraites et de l'activité de l'exploitation.

Après avoir fait compléter, le cas échéant, la demande dans un délai qu'il fixe le Ministre chargé des Mines fait connaître au pétitionnaire, par lettre recommandée, si sa demande est recevable ou non en la forme.

Si la demande est reconnue recevable, le Chef du Service des Mines transmet le dossier avec ses propositions au Ministre chargé des Mines.

Le Ministre chargé des Mines transmet le dossier avec ses propositions, dans un délai de deux mois, au Conseil des Ministres.

Le décret accordant le permis d'exploitation est publié au Journal Officiel.

Il prend effet, sauf dispositions contraires, le quinzième jour qui suit la date de publication au Journal Officiel.

Art. 37. — Si la demande n'est pas reconnue recevable en la forme, le Ministre chargé des Mines, adresse une mise en demeure au pétitionnaire d'avoir à compléter sa demande dans un délai qu'il fixe.

Si à l'expiration du délai accordé, le pétitionnaire n'a pas complété sa demande, le Ministre chargé des Mines notifie le rejet à l'intéressé.

Le rejet d'une demande de permis d'exploitation n'ouvre aucun droit à l'indemnité ou dédommagement quelconque.

Art. 38. — La demande d'extension de validité à une ou plusieurs substances d'un permis d'exploitation est adressée au Ministre chargé des Mines qui en accuse réception.

Elle est formulée, par le titulaire du permis d'exploitation.



A — Elle indique et fournit :

1° — les références du permis d'exploitation ;

2° — la ou les substances pour la ou lesquelles la demande est sollicitée ;

3° — la dénomination et la situation géographique exacte du gisement reconnu à l'intérieur du périmètre du permis pour lequel l'extension est demandée ;

4° — le récepissé de versement du droit fixe.

B — A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° — un mémoire indiquant les résultats des travaux poursuivis, depuis la date d'octroi du permis d'exploitation, pour l'exploration et la délimitation du gisement pour lequel l'extension est demandée ;

2° — le programme général d'exploitation, pendant la période de validité du permis, compte-tenu de l'extension sollicitée.

L'extension de la validité à d'autres substances concessibles du permis d'exploitation, est accordée dans les formes prévues à l'article 36 ci-dessus.

### SECTION II — Du renouvellement du permis d'exploitation

Art. 39. — La demande de renouvellement du permis d'exploitation doit être présentée au moins six mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

A — Elle indique et fournit :

1° — les références du permis d'exploitation ;

2° — la ou les substances pour la ou lesquelles la demande de renouvellement est sollicitée ;

3° — la dénomination et la situation géographique exacte du ou des gisements pour lesquels le renouvellement est demandé ;

4° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° — un mémoire indiquant les résultats obtenus depuis, la date d'octroi du permis d'exploitation ;

2° — le programme général de l'exploitation envisagée ;

3° — un extrait de la carte au 1/200.000 de la région, précisant les sommets et les limites du permis d'exploitation ;

4° — l'engagement de présenter au Chef du Service des Mines dans le mois qui suivra le renouvellement du permis d'exploitation le programme de travail pour l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des substances extraites et de l'activité de l'exploitation.

Le renouvellement du permis d'exploitation est accordé dans les mêmes formes prévues à l'article 36 ci-dessus.

**SECTION III — Des mouvements des permis d'exploitation.**

Art. 40. — Il y a mouvement d'un permis d'exploitation au sens de l'article 24 de la Loi Minière lorsqu'il y a changement de titulaire.

La demande de cession, de transmission ou d'amodiation d'un permis doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 du présent décret. Elle doit être signée conjointement par les deux parties et passée sous condition suspensive de l'autorisation préalable.

A — Elle indique et fournit :

1° — les raisons qui motivent la demande de cession, de transmission ou d'amodiation ;

2° — le récépissé de versement du droit fixe ;

B. — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — du dossier du permis d'exploitation initial dans le cas d'une cession ou d'une transmission ;

2° — un exemplaire de l'acte de cession, de transmission ou d'amodiation signé par les deux parties ;

3° — tous documents de nature à justifier de la capacité des personnes ou des Sociétés adjointes ou substituées, tant du point de vue technique que financier, de conduire les travaux d'exploitation ;

4° — un exemplaire certifié de tous accords ou contrats passés entre les intéressés ;

5° — le programme général d'exploitation que le titulaire du permis d'exploitation projette d'exécuter, pendant la période de validité en cours ;

6° — l'engagement de présenter au Chef du Service des Mines dans le mois qui suivra l'autorisation de cession, de transmission ou d'amodiation du permis d'exploitation, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante, ainsi que le compte-rendu mensuel des substances extraites et de l'activité de l'exploitation. Dans le cas d'une amodiation les renseignements demandés au présent paragraphe seront fournis par l'amodiataire.

Art. 41 — Le Ministre chargé des Mines, sur propositions du Chef du Service des Mines, adresse le dossier de la demande au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret autorisant la cession, la transmission ou l'amodiation, est publié au Journal Officiel. Dans le cas d'une cession ou d'une transmission, le décret est notifié au nouveau titulaire avec le dossier d'exploitation. Le Chef du Service des Mines portera mention du transfert sur le titre du permis.



**SECTION IV. — De l'annulation d'un permis d'exploitation.**

Art. 42. — Les dispositions dont l'inobservation peut entrainer l'annulation d'un permis d'exploitation sont celles résultant de l'article 25 de la Loi Minière.

Art. 43. — Dans le cas où un permis d'exploitation est susceptible d'être retiré, le Ministre chargé des Mines adresse au permissionnaire une mise en demeure lui fixant un délai pour satisfaire à ses obligations. Ce délai ne peut être inférieur à deux mois.

Si, à l'expiration de ce délai, les obligations énoncées par la mise en demeure n'ont pas été exécutées, le Ministre chargé des Mines propose, s'il y a lieu, l'annulation du permis d'exploitation et soumet le dossier au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret prononçant l'annulation du permis d'exploitation est publié au Journal Officiel.

**SECTION V. — De la renonciation à un permis d'exploitation**

Art. 44. — La demande de renonciation prévue à l'article 26 de la Loi Minière est présentée par le titulaire du permis d'exploitation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, elle se borne, pour les Sociétés, à indiquer leur raison sociale et leur siège social.

Elle indique et fournit :

— 1°) le dossier du permis d'exploitation ;
— 2°) les raisons, notamment d'ordre technique ou financier, qui motivent la renonciaton ;

Art. 45. — La renonciation à un permis d'exploitation est prononcée par le Ministre chargé des Mines sur propositions du Chef du Service des Mines.

L'arrêté acceptant la renonciation est publié au Journal Officiel et notifié à l'intéressé.

Art. 46. — Lorsqu'un permis d'exploitation arrive à expiration de sa période de validité sans avoir été renouvelé, soit, après avoir été renouvélé et qu'il n'a pas fait en temps utile l'objet d'une concession, ledit permis est purement et simplement annulé sans autre formalité pour compter du lendemain du jour anniversaire de la date de sa délivrance et les terrains qui en faisaient l'objet font retour, libres de tous droits et toutes charges, aux terrains ouverts à la recherche.

**CHAPITRE IV. — Concessions.**

**Section I. De l'octroi de la concession**

Art. 47. — La demande de concession doit satisfaire aux dispositions des articles 2, 3 et 10 du présent décret. Elle doit être adressée au Ministre chargé des Mines qui en accuse réception.

Elle doit parvenir à peine de nullité, six mois avant l'expiration du permis en vertu duquel elle est demandée.

A — Elle indique et fournit :

1° — la ou les substances pour la ou lesquelles la concession est demandée ;

2° — les limites et la surface de la concession et les Circonscriptions Administratives intéressées ;

3° — les renseignements nécessaires à l'identification du permis de recherches ou d'exploitation, dont elle dérive ;

4° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — un exemplaire certifié des accords ou contrats liant éventuellement le demandeur avec des tiers ;

2° — un extrait de la carte à l'échelle du 1/200.000 de la région, précisant les sommets et les limites du périmètre sollicité et les points géographiques servant à les définir ;

3° — un plan de la demande en concession à l'échelle du 1/10.000 ou du 1/20.000 ;

4° — un mémoire détaillé exposant :

— les résultats des travaux exécutés par le demandeur ou l'inventeur du gisement pour la découverte et la limitation de celui-ci ;

— les caractéristiques du gisement ;

5° — le programme général d'exploitation ;

6° — l'engagement de soumettre au Chef du Service des Mines, dans le mois suivant l'octroi de la concession, le programme d'exploitation et de travail du reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme d'exploitation et de travail de l'année suivante, ainsi que de fournir mensuellement un compte-rendu des substances extraites et de l'activité de la concession.

Art. 48. — Après avoir fait compléter, le cas échéant, la demande dans un délai qu'il fixe, le Ministre chargé des Mines fait connaître au pétitionnaire, par lettre recommandée, si sa demande est recevable ou non en la forme.

Art. 49. — Si la demande est reconnue recevable en la forme, elle est soumise à une enquete publique de trente jours.

A cet effet, un avis du Ministre chargé des Mines fait connaître la demande, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête et les surfaces sollicitées. Cet avis est inséré au Journal Officiel et accessoirement dans la presse locale quinze jours francs au moins avant la date d'ouverture de l'enquête. Il est affiché dans les mêmes délais aux chefs-lieux des Circonscriptions Administratives intéressées ; il est enfin diffusé par la Radio-diffusion du Niger ; les frais d'insertion, d'affichage et de diffusion sont à la charge du demandeur. Il est justifié de la diffusion de l'avis par une attestation du Directeur de la Radio-diffusion de la République du Niger et éventuellement par une attestation du Directeur du Service de l'Information.



Art. 50. — Pendant la durée de l'enquête, toutes oppositions peuvent être formulées par des tiers.

Ces oppositions doivent à peine de nullité, remplir les deux conditions suivantes :

1° — Elles doivent être portées devant le Tribunal par exploit d'ajournement, signifié au demandeur pendant la durée de l'enquête ;

2° — Notification par acte extrajudiciaire dudit exploit doit être faite au Ministre chargé des Mines avant la fin de l'enquête.

S'il y a opposition régulièrement signifiée, le Ministre chargé des Mines sursoit à faire statuer jusqu'à ce que le Tribunal se soit prononcé. La décision à intervenir devra être rendue par le Tribunal dans le délai d'un mois à compter du jour de la signification de l'exploit d'ajournement, et, dans le cas où il y aurait lieu à appel dans les formes du droit commun, l'arrêt à intervenir devra être rendu dans un délai de deux mois augmenté des délais légaux de distance.

Art. 51. — Après la clôture de l'enquête, si aucune irrégularité n'est apparue dans les titres du demandeur et s'il ne s'est pas produit d'opposition ou si les oppositions produites ont été rejetées par le Tribunal, le Ministre chargé des Mines, sur propositions du Chef du Service des Mines, transmet le dossier de la demande avec les pièces justificatives des formalités de l'enquête au Conseil des Mines, pour avis.

Art. 52. — Doivent être retranchées de la superficie de la demande en concession les parties qui empiètent sur des terrains interdits aux recherches.

Doivent aussi en être retranchées, les parties qui empiètent sur des permis de recherches, des permis d'exploitation ou des concessions délivrés antérieurement et valables pour les mêmes substances.

Art. 53. — Si le Ministre chargé des Mines conteste l'étendue ou le caractère exploitable du gisement qui fait l'objet de la demande en concession, il en informe le pétitionnaire et lui accorde un délai d'un mois pour présenter ses observations ou propositions. Si le désaccord subsiste, il est statué sur avis conforme du Conseil des Mines.

Art. 54. — Le décret accordant la concession est notifié au demandeur et publié au Journal Officiel.

Deux exemplaires, accompagnés du plan de la concession, dûment certifiés par le Ministre chargé des Mines, sont remis au concessionnaire. L'autre exemplaire est conservé par le Service des Mines.

Art. 55. — Dans un délai de six mois à compter de son institution il doit être procédé au bornage de la concession.

Il doit être placé une borne cimentée à chaque angle du périmètre,

et sur chaque côté du périmètre, à des distances n'excédant pas, sauf cas exceptionnel, cinq cents mètres.

L'opération est faite par un géomètre agréé sous contrôle du Service Topographique et vérifiée par le Chef du Service des Mines ou son délégué, qui en dresse procès-verbal , et aux frais du concessionnaire, suivant les règles par l'article 4 du décret n° 61.155/MTP du 1er juillet 1961.

**SECTION II — Du renouvellement de la concession**

Art. 56. — La concession, valable pour soixante quinze ans, peut être renouvelée une ou plusieurs fois pour une période de vingt ans si le concessionnaire a fait preuve d'une activité suffisante.

Art. 57. — La demande de renouvellement d'une concession doit être présentée au moins cinq ans avant l'expiration de la période de validité en cours.

Elle est adressée au Ministre chargé des Mines qui en accuse réception. Elle est formulée par le titulaire de la concession.

A — Elle indique et fournit :

1° — les références de l'attribution de la concession ;

2° — la ou les substances pour la ou lesquelles la demande de renouvellement est sollicitée ;

3° — la dénomination et la situation géographique exacte de la concession pour laquelle le renouvellement est demandé ;

4° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — A la demande sont annexées les pièces suivantes :

1° — un mémoire indiquant les résultats obtenus depuis la date d'octroi de la concession ;

2° — le programme général de l'exploitation envisagée ;

3° — l'engagement de soumettre au Chef du Service des Mines, dans le mois suivant le renouvellement de la concession, le programme d'exploitation et de travail du reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme d'exploitation et de travail de l'année suivante, ainsi que de fournir mensuellement un compte-rendu des substances extraites et de l'activité de la concession.

Art. 58. — Le Ministre chargé des Mines, sur propositions du Chef du Service des Mines, adresse le dossier avec ses propositions au Conseil des Ministres.

Le décret autorisant le renouvellement de la concession est notifié au demandeur et publié au Journal Officiel.

**SECTION III — De la cession, de la transmission et de l'amodiation de la concession.**

Art. 59. — Il y a mouvement de la concession, au sens de l'article 33 de la Loi Minière, lorsqu'il y a changement du titulaire de la concession.



Art. 60. — La demande d'autorisation de cession, de transmission ou d'amodiation, est présentée par le titulaire de la concession. Elle est signée par les deux parties.

Elle doit satisfaire aux dispositions de l'article 2 du présent décret

A — Elle indique et fournit :

1° — les renseignements nécessaires à l'identification de la concession ;

2° — les raisons, notamment d'ordre technique ou financier, qui motivent la demande de mouvement ou d'amodiation ;

3° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — le dossier initial de la concession dans le cas d'une cession ou d'une transmission ;

2° — un exemplaire notarié de l'acte de cession ou de transmission où dans le cas d'une amodiation, un exemplaire du contrat ; acte ou contrat passés sous condition suspensive de l'autorisation préalable ;

3° — tous documents de nature à justifier de la capacité des nouveaux titulaires, Sociétés adjointes ou substituées, tant du point de vue technique que financier, d'entreprendre et de conduire des travaux d'exploitation ;

4° — l'engagement, par le cessionnaire de la concession, de présenter au Chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra la publication du décret autorisant la cession et la transmission, le programme d'exploitation et de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque année, le programme d'exploitation et de travail de l'année suivante, ainsi que de fournir un compte-rendu mensuel des substances extraites et de l'activité de la concession. Dans le cas d'une amodiation, les renseignements demandés au présent paragraphe sont fournies par l'amodiataire ;

Art. 61. — Le Ministre chargé des Mines, sur propositions du Chef du Service des Mines, adresse le dossier de la demande au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret autorisant la cession, la transmission ou l'amodiation est publié au Journal Officiel. Dans le cas d'une cession ou d'une transmission, le décret est notifié au nouveau titulaire avec le dossier initial.

Le Chef du Service des Mines porte mention du transfert sur le titre de la concession.

**SECTION IV. — De la fusion et de la division de concessions**

Art. 62. — La demande d'autorisation de fusion ou de division est présentée par le titulaire de la ou des concessions dans le mois qui suit la signature de l'acte.

Elle doit satisfaire aux dispositions de l'article 2 du présent décret.

A — Elle indique et fournit :

1° — les renseignements nécessaires à l'identification de la concession en cas de fusion, ou des concessions en cas de division ;

2° — les raisons, notamment d'ordre technique ou financier, qui motivent la demande de fusion ou de division ;

3° — le récépissé de versement du droit fixe.

B — Elle doit être accompagnée des annexes suivantes :

1° — le dossier initial de la ou des concessions ;

2° — un extrait de la carte à l'échelle du 1/200.000 de la région, précisant les sommes et les limites de la ou des concessions initiales, ainsi que les sommets et les limites du nouveau titre sollicité ;

3° — un plan, en double exemplaire, à l'échelle du 1/10.000 ou du 1/20.000 de la ou des concessions faisant l'objet de la demande indiquant le ou les gisements ;

4° — l'engagement, par le concessionnaire, de présenter au Chef du Service des Mines, dans le mois qui suivra la publication du décret autorisant la fusion ou la division, le programme d'exploitation et de travail pour le reste de l'année en cours et, avant le 31 décembre de chaque l'année, le programme d'exploitation et de travail de l'année suivante, ainsi que de fournir un compte-rendu mensuel des substances extraites et de l'activité de la concession.

Art. 63 — Le Ministre chargé des Mines, sur propositions du Chef du Service des Mines, adresse le dossier de la demande au Conseil des Mines, pour avis.

Le décret autorisant la fusion ou la division est publié au Journal Officiel.

**SECTION V. — De l'annulation de la concession.**

Art. 64. — Dans le cas où une concession est susceptible d'être annulée en application des dispositions de l'article 34 de la Loi Minière, le Ministre chargé des Mines adresse au titulaire une mise en demeure lui fixant, pour satisfaire à ses obligations, un délai qui ne peut être inférieur à trois mois.

Art. 65. — Si, à l'expiration de ce délai, les obligations énoncées par la mise en demeure n'ont pas été intégralement exécutées, le Ministre chargé des Mines, après accomplissement des formalités prévues par la Loi Minière pour la constatation des infractions aux dispositions de l'article 34 de la Loi Minière, adresse des propositions au Conseil des Mines pour avis.

Le décret prononçant l'annulation de la concession est publié au Journal Officiel.

**SECTION VI. — De la renonciation à une concession**

Art. 66. — La demande de renonciation à une concession est adressée



au Ministre chargé des Mines qui en avise le Conservateur de la Propriété Foncière.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus, elle se borne à indiquer, pour les Sociétés, leur raison sociale et leur siège social.

Elle indique et fournit :

1° — les renseignements nécessaires à l'identification de la concession ;

2° — les raisons, notamment d'ordre technique ou financier, qui motivent la demande ;

Si la concession est grevée de droits réels, la demande en renonciation ne recevra satisfaction que si les titulaires de ces droits consentent à leur radiation ou si, dûment mis en demeure, ils n'ont donné aucune réponse dans le délai à eux imparti.

Si la demande en renonciation fait l'objet d'opposition, le Ministre chargé des Mines sursoit à faire statuer jusqu'après décision des Tribunaux.

Si la concession n'est grevée d'aucun droit réel, elle est annulée par décret et les terrains font retour aux terrains ouverts à la recherche à dater du lendemain de la date du décret acceptant la renonciation.

Le décret acceptant la renonciation est publié au Journal Officiel.

**SECTION VII. — De la déchéance de la concession.**

Art. 67. — La déchéance est encourue par tout concessionnaire qui n'aura pas acquitté les taxes prévues par les articles 6 et 7 du décret n° 61.155/MTP du 1er juillet 1961, et pour non observation des dispositions prévues à l'article 34 de la Loi Minière.

Elle ne peut être prononcée qu'après deux avertissements, signifiés administrativement à deux mois au moins d'intervalle, au domicile élu, et restés sans effet.

Quinze jours au moins après le second avertissement, le Ministre chargé des Mines, sur le vu des observations qui ont pu être produites par le concessionnaire, fait éventuellement prendre en Conseil des Ministres un décret de déchéance qui est notifié à l'intéressé et publié au Journal Officiel.

Lorsque la déchéance a été prononcée, il est procédé à l'adjudication publique de la concession ; jusqu'au jour de l'adjudication, le concessionnaire peut arrêter les effets de la déchéance en payant les taxes arriérées majorées d'une somme égale au cinquième de ces taxes et, s'il y a lieu, en remboursant les frais exposés par l'Administration, si cette déchéance découle de l'application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 34 de la Loi Minière.

L'adjudication se fait dans les bureaux du Ministre chargé des Mines, par voie administrative. Est déclaré adjudicataire et nouveau concessionnaire celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus avantageuse.

Le concessionnaire déchu ne peut prendre part à l'adjudication.

Le prix, défalcation faite des redevances arriérées, majorées de l'amende comme il est dit ci-dessus, et de tous frais avancés par l'Administration, est remis au concessionnaire déchu ou bien, s'il y a opposition ou hypothèque inscrite sur la mine, il est consigné pour être judiciairement distribué aux ayants droit.

Dans tous les cas où la déchéance est prononcée, l'Etat peut, pendant le mois qui suit l'adjudication, exercer un droit de préemption.

S'il ne se présente aucun soumissionnaire, la concession est annulée par décret dans les conditions prévues aux articles 64 et 65 du présent décret.

Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation, et constituant les dépendances immobilières de la concession, pourront, à dire d'expert, être repris par l'Etat.

Nul ne pourra prendre part à une adjudication de concession d'une mine sans avoir obtenu l'autorisation préalable du Ministre chargé des Mines.

**SECTION VIII. — De l'inscription des concessions de mine aux Bureaux de la Conservation Foncière**

Art. 68. — Le Service de la Conservation Foncière et des Droits Fonciers, assure aux titulaires la garantie des droits qu'ils possèdent sur les concessions de mine.

Cette garantie est obtenue au moyen de l'inscription sur un livre spécial, à un compte particulier ouvert pour chaque concession, de tous les droits qui s'y rapportent ainsi que des modifications de ces mêmes droits.

A chaque compte particulier correspond dans les archives de la Conservation un dossier comprenant :

1° — le décret octroyant la concession, en copie certifiée conforme par le Chef du Service des Mines ;

2° — le plan du périmètre de concession à l'échelle de 1/10.000 ou de 1/20.000 en copie dument certifiée ;

3° — les actes et pièces analysés.

Art. 69. — L'inscription des concessions minières est obligatoire ; elle est opérée par les soins du titulaire.

Pour toutes les formalités qui suivront l'inscription initiale de la concession, la procédure sur le régime de la propriété foncière sera suivie dans toute la mesure où elle sera applicable.

L'inscription initiale d'une concession de mine au registre spécial est gratuite. Toutes les formalités ultérieures donneront lieu aux droits et salaires comme en matière d'immatriculation.

La responsabilité du Conservateur en matière de concession de mine



est garantie par le cautionnement versé en tant que Conservateur de la Propriété Foncière ; elle n'est engagée que pour les formalités donnant lieu à salaire.

## TITRE III

### De l'occupation des terrains

Art. 70. — Pour l'application de l'article 50 de la Loi Minière, la demande d'occupation de terrains nécessaires à l'activité de recherches ou d'exploitation et aux industries qui s'y rattachent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre du permis ou de la concession, est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Ministre chargé des Mines, par l'intermédiaire du Chef de la Circonscription Administrative.

A — La demande fournit et indique

1° — les noms, qualité et domicile du déclarant ;

2° — les renseignements nécessaires à l'identification du titre minier sur lequel est fondée l'occupation ;

3° — la date prévue pour le début de l'occupation ;

— 4° — l'objet de l'occupation ;

5° — tous renseignements concernant la situation, la superficie et la nature du terrain à occuper ;

6° — les nom, prénoms et domicile des propriétaires ou ayants droit intéressés ainsi que la justification des accords intervenus avec ceux-ci.

B — A la déclaration sont annexés :

1° — un plan de situation ;

2° — tous documents techniques définissant les travaux et installations projetées et leurs conditions de réalisation et d'exploitation et indiquant, le cas échéant, les empiétements prévus sur le domaine public de l'Etat ;

3° — si la déclaration concerne des travaux ou sondages, nécessaires pour l'approvisionnement en eau du personnel, des travaux et des installations, copie de la demande formulée à cet effet en application des textes en vigueur ;

4° — si les travaux et installations sont des éléments d'un ensemble destiné à la poursuite d'activités annexes à la recherche et à l'exploitation minière, tous documents techniques définissant cet ensemble et les conditions de sa réalisation et de son exploitation.

Dans ce dernier cas, la déclaration d'occupation devra viser la plus grande partie possible des terrains, travaux et installations composant cet ensemble.

Copie de la déclaration et des pièces annexes est adressée au Ministre chargé des Domaines par les soins de l'intéressé.

Art. 71. — Dans le délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration, le Chef de la Circonscription Administrative la transmet, avec son avis au Ministre chargé des Mines.

Art. 72. — Jusqu'à la date effective d'occupation qui ne peut être antérieure à la date prévue, le Ministre chargé des Mines et le Ministre chargé des Domaines peuvent s'opposer à celle-ci par une décision motivée, qui est notifiée au déclarant par lettre recommandée.

Art. 73. — L'arrêté instituant les périmètres de protection prévus à l'art. 45 de la Loi Minière est pris conjointement par le Ministre chargé des Mines et le Ministre de l'Intérieur, après avis du Ministre chargé des Domaines. Il est publié au Journal Officiel et notifié à l'intéressé.

Art. 74. — Lorsque l'occupation doit porter sur des terrains inclus dans un périmètre de protection, les détenteurs de titres miniers adressent au Ministre chargé des Mines une demande d'autorisation expresse. Le plan de situation devra indiquer les limites du périmètre de protection.

L'occupation des terrains est accordée par arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé des Domaines. Il est publié au Journal Officiel et notifié à l'intéressé.

Le refus de la demande est notifié au demandeur par lettre recommandée.

Art. 75. — Un mois au plus tard après avoir reçu la demande d'occupation du terrain, en application de l'article 50 de la Loi Minière, le Chef de la Circonscription Administrative la fait afficher, pendant un mois, et la notifie aux propriétaires et ayants droit, en les requérant de présenter leurs observations éventuelles. Les frais d'affichage sont à la charge des demandeurs.

Les observations sont reçues par le Chef de la Circonscription Administrative. Dans le délai de six semaines à compter de la clôture de l'affichage, le Chef de la Circonscription Administrative adresse le dossier, accompagné de son avis, au Ministre chargé des Mines.

Le Ministre chargé des Mines et le Ministre chargé des Domaines statuent :

— soit, à tout moment de la procédure, par un refus motivé, notifié aux demandeurs par lettre recommandée ;

— soit, au terme de la procédure, par un arrêté d'autorisation qui est notifié aux deux parties et qui fixe l'indemnité provisionnelle attribuée aux propriétaires ou ayants droit intéressés.

L'indemnité provisionnelle est consignée à la caisse du Trésor.

— soit par l'application de la procédure d'expropriation des droits fonciers coutumiers, ou pour les autres terrains par l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

— soit l'occupation temporaire pour les terrains relevant du domaine public ou privé de l'Etat.



Art. 76. — Si, avant l'occupation du terrain, les déclarants ou les demandeurs modifient leur projet en ce qui concerne la situation ou la superficie des terrains à occuper, ou s'ils décident d'utiliser ces terrains à des fins notablement différentes, ils sont tenus de présenter une nouvelle déclaration ou une nouvelle demande.

Après occupation du terrain, ils ne peuvent apporter des modifications importantes aux travaux et installations projetés ou réalisés qu'après en avoir fait la déclaration au Ministre chargé des Mines par l'intermédiaire du Chef de la Circonscription Administrative deux mois au moins avant le début des travaux ; pendant ce délai, le Ministre chargé des Mines peut s'opposer, par une décision motivée, aux modifications projetées.

Art. 77. — Si des travaux ou installations ont été entrepris, exécutées ou notablement modifiés sans les autorisations nécessaires, ainsi que dans le cas où les injonctions du Ministre chargé des Mines ne sont pas suivies d'effet, le Ministre chargé des Mines adresse aux intéressés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une mise en demeure d'avoir à se conformer aux prescriptions imposées, dans un délai qu'il fixe et qui ne peut pas être inférieur à trois mois.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, le Ministre chargé des Mines et le Ministre chargé des Domaines peuvent conjointement, aux frais et risques des intéressés, soit faire exécuter d'office les prescriptions imposées, soit faire remettre les lieux en l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux et installations en cours.

Art. 78. — En vue d'assurer le respect des dispositions ci-dessus le Ministre chargé des Mines et le Ministre chargé des Domaines peuvent se faire communiquer tous plans, documents et renseignements concernant les occupations de terrains effectuées avant ou après la publication du présent décret.

Les détenteurs de titres miniers intéressés sont tenus à tout moment de leur fournir, ainsi qu'à leurs agents habilités, tous les moyens d'accéder à ces travaux et installations et d'y effectuer tous contrôles et vérifications utiles.

## TITRE IV

## DE L'EXERCICE DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE

Art. 79. — Le Ministre chargé des Mines instruit les affaires relatives à l'attribution, aux modifications et au retrait des titres miniers.

Art. 80. — Le Chef du Service des Mines et les Ingénieurs placés sous ses ordres exercent dans les conditions fixées par la Loi Minière et par les textes pris pour son application, la surveillance des travaux de prospection, de recherches et d'exploitation. Cette surveillance a pour objet la conservation de tous gisements, la sécurité publique, la conser-

vation des édifices, habitations et voies de communication, la protection de l'usage des sources et nappes d'eau.

Si ces travaux sont de nature à compromettre la sécurité publique ou les intérêts visés au précédent alinéa, il y sera pourvu par le Ministre chargé des Mines.

Le Chef du Service des Mines et les Ingénieurs placés sous ses ordres veillent à ce que les installations relevant de leur contrôle technique soient aménagées en vue de garantir la sécurité et l'hygiène des travailleurs. Ils assurent l'application des règlements spéciaux qui peuvent être pris en ce domaine et disposent à cet effet et dans cette limite, des pouvoirs des inspecteurs du Travail. Ils portent à la connaissance de l'Inspecteur du Travail du ressort, les mesures qu'ils ont prescrites et, le cas échéant, les mises en demeure qu'ils ont signifiées. L'Inspecteur du Travail peut, à tout moment, demander et effectuer avec les fonctionnaires du Service des Mines la visite des établissements et chantiers soumis à leur contrôle technique.

Des arrêtés conjoints du Ministre chargé des Mines et du Ministre du Travail déterminent les conditions de sécurité et d'hygiène auxquelles devront satisfaire les installations de recherches et d'exploitation.

Art. 81. — Les détenteurs d'un titre minier sont tenus de faire connaître au Ministre chargé des Mines, dès l'octroi du titre, la personne qu'ils auront pourvue des pouvoirs nécessaires pour recevoir toutes notifications et significations et, en général, pour les représenter vis-à-vis de l'Administration tant en demandant qu'en défendant.

Lorsqu'un titre de recherches ou d'exploitation est détenu par plusieurs personnes, ou lorsque les détenteurs sont liés à des tiers par des contrats intéressant tout ou partie des surfaces ou installations, les titulaires sont tenus de justifier que les travaux sont soumis à une direction unique.

Art. 82. — Lors de l'abandon de travaux ou d'installations, quelle qu'en soit la cause, les détenteurs du titre minier doivent exécuter les travaux qui leur sont éventuellement prescrits par le Ministre chargé des Mines, notamment dans l'intérêt de la sécurité publique, de la conservation des gisements et des nappes aquifères. A défaut, il y sera pourvu d'office et aux frais des titulaires par les soins du Ministre chargé des Mines.

Art. 83. — Tout titulaire de permis de recherches, de permis d'exploitation ou de concession devra tenir à jour pour chaque titre minier :

1° — un plan des travaux à l'échelle de 1/500è et s'il y a lieu, un plan de surface superposable au plan des travaux ;

2° — un registre d'avancement des travaux où seront mentionnés mensuellement tous les faits importants ;

3° — un registre de contrôle journalier des ouvriers occupés aux travaux ;

4° — un registre d'extraction, stockage, vente et expédition.



Art. 84. — Les agents du Service des Mines, les Chefs de Circonscriptions Administratives et tous autres agents de l'Administration spécialement mandatés par le Ministre chargé des Mines pourront se faire présenter et viser à chacune de leurs visites ces plans et registres.

Les agents du Service des Mines peuvent faire précéder leur visa de toutes observations techniques nécessaires, relatives aux questions soumises à leur surveillance. Ces remarques ne sont pas exécutoires, sauf le cas de péril imminent, mais leur inobservance engage la responsabilité de l'exploitant.

Les mesures indiquées peuvent être rendues obligatoires par arrêté du Ministre chargé des Mines pris sur rapport du Chef du Service des Mines.

Art. 85. — Tout titulaire de permis d'exploitation ou de concession, doit adresser chaque année au Ministre chargé des Mines et au Chef du Service des Mines, un état statistique établi pour chaque titre minier et comprenant :

1° — le numéro du titre minier ;

2° — la date d'institution ou de renouvellement ;

3° — un résumé analytique du registre d'avancement des travaux effectués au cours de l'année précédente ;

4° — le nombre de journées de travail du personnel employé ;

5° — le poids, la nature et la teneur des minerais bruts extraits ;

6° — le poids, la nature et la teneur des minerais marchands obtenus ;

7° — le poids, la nature et la teneur des différents lots de minerais exportés, avec indication des lieux et dates d'expédition et d'embarquement ;

8° — l'état des stocks et produits bruts et des produits marchands au 31 décembre ;

9° — l'état nominatif des accidents ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours.

Pour les permis de recherches, les mêmes renseignements que ci-dessus, sauf ceux prévus aux 7 et 8.

Ces documents devront parvenir à leurs destinataires au plus tard le 15 mars.

Une copie du plan des travaux exécutés sur chaque permis ou concession au cours de l'année sera également jointe aux documents demandés ci-dessus et destinés au Chef du Service des Mines.

Le Ministre chargé des Mines pourra, à toute époque et pour la période qu'il fixera, demander ces renseignements qui devront lui être fournis dans un délai de trois mois.

## TITRE V

## DROITS, TAXES ET REDEVANCES MINIERS

ABROGE PAR LA LOI N° 74-22 DU 6 AVRIL 1974
SAUF ARTICLE 96 SUIVANT

Art. 96. — Le prix de l'adjudication prévu à l'article 67 du présent décret doit être payé dans les trois mois de la signification qui sera faite à l'adjudicataire, à peine pour celui-ci d'être déchu de plein droit avec confiscation de son cautionnement et de ne pouvoir plus prendre part à une adjudication.

## TITRE VI

## DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 98. — Le présent décret est applicable aux titres miniers en cours de validite.

Pour les demandes de permis déjà présentées et pour lesquelles une enquete a été ouverte, les pétitionnaires devront compléter leur demande suivant les dispositions du présent décret, et souscrire tous engagements prévus.

Art. 99. — Sont abrogés les textes antérieurs relatifs à la prospection, à la recherche, à l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger.

Art. 100. — Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Travail et le Ministre chargé des Mines sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 14 octobre 1961.

**DIORI HAMANI**



**Décret n° 61-157-MTP du 24 juillet 1961 fixant la liste initiale des matières premières classées stratégiques.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960 ;

Vu la loi n° 61-8 du 29 mai 1961 relative à la prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger ;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines et de l'Urbanisme ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Sont classées matières premières stratégiques :

1ere catégorie : les hydrocarbures liquides ou gazeux ;

2e catégorie : l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, leurs minerais et composés.

Art. 2. — Le Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense Nationale, le Ministre de l'Industrie et du Commerce et le Ministre chargé des Mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 24 juillet 1961

**HAMANI DIORI**

**Décret n° 61-158 MTP du 24 juillet 1961, portant création du Conseil des Mines de la République du Niger (modifié par décret n° 69-133/MTP/T/M/U du 28 août 1969).**

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

VU la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960 ;

VU la loi n° 61-4 du 19 mai 1961 dite «Code pétrolier» ;

VU la loi n° 61-8 du 29 mai 1961 dite «Loi Minière» ;

Sur le rapport du Ministre des Travaux Publics, des Mines et de l'Urbanisme :

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé auprès du Ministre chargé des Mines, un organisme consultatif dénommé «Conseil des Mines du Niger».

Art. 2 (nouveau) — Le Conseil des Mines est composé comme suit :

Président :

Le Ministre chargé des Mines.

Membres :

— le Ministre des Finances ou son représentant
— le Ministre chargé de l'Industrie et du Commerce ou son représentant
— le Ministre chargé des Affaires Sahariennes et Nomades ou son représentant
— le Vice-Président de la Cour Suprême

— le Commissaire Général au Développement ou son représentant
— le Ministre chargé du Travail ou son représentant
— deux députés désignés par l'Assemblée Nationale.

Le Directeur des Mines et de la Géologie est en même temps rapporteur et secrétaire permanent du Conseil des Mines.

Art. 3. — Le Conseil des Mines se réunira sur convocation de son président.

Il sera consulté sur toutes les affaires minières en vertu des lois n° 61-4 et 61-8, respectivement des 19 et 29 mai 1961 et de leurs règlements d'application.

En sus des questions relevant de ces lois et règlements, le Conseil des Mines donnera son avis sur toutes affaires qui pourront lui être soumises par le Ministre chargé des Mines, par le Ministre chargé des Affaires Sahariennes et Nomades et par le Ministre chargé du Travail.

Il peut prendre l'initiative de présenter toutes propositions relatives aux mines, aux carburants, à la sidérurgie et à l'énergie, ainsi qu'à l'organisation administrative des services correspondants. Il peut procéder dans ces domaines à des enquêtes au Niger et à l'étranger.

Il pourra entendre et consulter toutes personnalités choisies en raison de leur compétence en matière de mines et de géologie, procéder à toutes enquêtes auprès de tous organismes qualifiés susceptibles d'éclairer ces débats.

Art. 4. — Le Ministre des Travaux Publics des Mines et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Niamey, le 24 juillet 1961

**HAMANI DIORI**



**Loi n° 68-02 du 26 janvier 1968, portant institution du régime fiscal des entreprises de recherche exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes au Niger. Modifiée par :**

— Loi n° 70-13 du 27 août 1970, complétant l'article 4.
— Ordonnace n° 74-7 PCMS/MMH du 31 mai 1974, modifiant l'article 5.
— Ordonnance n° 75-5 du 15 janvier 1975, modifiant les articles 5 et 6.

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Par dérogation au régime général des droits d'entrée et de sortie, et des impôts directs et indirects en vigueur dans la République du Niger, les entreprises de recherche exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes exerçant leurs activités sur le territoire de la République du Niger sont soumises aux impôts et taxes énumérés aux articles suivants.

Art. 2. — Les minerais ou concentrés d'uranium produits par les entreprises susvisées sont assujettis lors de leur exportation à un droit de sortie au taux de 1 % de la valeur, rendue frontière calculée selon les dispositions de la réglementation douanière nigérienne. Ce droit de sortie est considéré comme une charge déductible pour la détermination du bénéfice net soumis à l'impôt institué par l'article 3 ci-dessous.

Les modalités de règlement et de perception de ce droit de sortie seront fixées par le décret pris en Conseil des Ministres, portant agrément d'entreprise au bénéfice du présent article et de l'article 6.

Art. 3. — Les entreprises concernées sont assujetties à un impôt sur les bénéfices, établi chaque année sur le résultat de l'exercice social clos au cours de l'année précédente.

Cet impôt frappe au taux de 40,5 % le bénéfice net de chaque exercice social, déterminé selon les règles d'assiette de l'impôt sur les B.I.C. telles qu'elles sont en vigueur au Niger, compte tenu notamment des dispositions concernant la provision pour reconstitution de gisement mais à l'exception des dispositions de l'article 5 — 7e alinéa — du Code des Impôts sur les revenus.

Les entreprises susvisées sont autorisées à déduire de leurs bénéfices nets d'exploitation une «provision pour reconstitution de gisement» dont le montant ne peut excéder :

— ni le dixième du montant des ventes des produits rendus marchands ;

— ni le tiers du bénéfice net imposable réalisé au cours de l'exercice.

Les bénéfices affectés à cette provision à la clôture de chaque exercice doivent, avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la date de cette clôture, être utilisés :

a) soit à tous travaux ou immobilisations nécessaires aux recherches d'uranium entreprises au Niger, y compris les travaux ou immobilisations nécessaires aux recherches sur les parties non encore reconnues de gisements situés à l'intérieur de titres d'exploitation, à la mise en exploitation des gisements et à l'amélioration de la récupération, à partir des minerais bruts, des minerais marchands ;

b) soit à l'acquisition de participations dans les sociétés et organismes désignés par décret pris en Conseil des Ministres et ayant pour objet d'effectuer des recherches au Niger.

Si leur emploi est effectué dans ce délai, les sommes correspondantes peuvent être transférées à un compte de réserve au passif du bilan.

Dans le cas contraire, les fonds non utilisés sont reportés aux bénéfices imposables de l'exercice au cours duquel a expiré le délai de trois ans ci-dessus défini.

Un décret pris en Conseil des Ministres précisera les modalités d'application du présent article (voir décret 68-022 MTP T M U-MF du 31 01 1968).

Art. 4. — Le dividendes, tantièmes, jetons et tous autres produits distribués à leurs actionnaires par les entreprises de recherche, exploitation et concentration de minerais d'uranium et substances connexes, constituées sous forme de Sociétés commerciales, sont assujettis à un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Cet impôt frappe au taux de 16 % les produits susvisés selon les règles fixées par le Code de l'Enregistrement, lesquelles sont en vigueur au Niger.

Il est précisé par ailleurs que les intérêts et autres produits des sommes empruntées par l'entreprise pour les besoins de son équipement ou de son exploitation sont exemptés de tous impôts ou taxes à quelque titre que ce soit.

(alinéa nouveau) Les entreprises concernées sont en outre assujetties aux droits d'enregistrement et de timbre, et aux taxes de publicité foncière et hypothécaire selon les règles fixées par le Code de l'Enregistrement et du Timbre en vigueur au Niger.



Art. 5. — Les minerais ou concentrés d'uranium produits par ces entreprises sont assujettis, à compter de leur première expédition commerciale à une redevance minière ad valorem selon les modalités ci-après :

a) la valeur taxable est la valeur «carreau mine» des produits marchands. Cette valeur est calculée en déduisant du prix de vente départ mine ou usine, selon la nature des produits tel qu'il découle des contrats signés, les frais de manutention et d'emballage ;

b) (nouveau) le taux de la redevance est fixée à 4,5 % sous réserve des dispositions prévues à l'article 6 ci-après ;

c) la redevance sera liquidée et versée lors de chaque expédition des lots de minerais ou de concentrés selon la réglementation à créer à cet effet.

Cette réglementation précisera en outre les conditions d'imposition des minerais vendus à une entreprise de concentration de manière à éviter toute double taxation ;

d) (nouveau) la redevance ad valorem est considérée comme charge déductible pour la détermination du bénéfice net soumis à l'impôt institué par l'article 3 ci-dessus.

Article 6. — (nouveau) Les entreprises de recherche, exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes dont les projets présentent un intérêt particulier pour le développement économique du Niger et agréés par décret pris en Conseil des Ministres, peuvent bénéficier de la stabilisation du régime fiscal en vigueur à la date de signature du décret d'agrément pour une durée fixée par celui-ci.

Les entreprises pourront toujours renoncer par anticipation à cette disposition.

Art. 7. — Les entreprises susvisées sont exemptées de tous autres impôts, droits, taxes et redevances de toute nature de l'Etat et des collectivités locales, notamment des droits d'entrée sur les matériels, matériaux et produits nécessaires à leur équipement et à leur fonctionnement qui seront énumérés dans la Convention d'Etablissement prévue à l'article 8.

Art. 8. — La Convention d'Etablissement qu'une entreprise considérée pourra, le cas échéant, passer avec le Gouvernement du Niger, précisera en tant que de besoin, les modalités d'application à l'entreprise du régime fiscal institué par la première loi.

Art. 9. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée selon la procédure d'urgence.

Fait à Niamey, le 26 janvier 1968

Signé : **DIORI HAMANI**

**Décret n° 68-022 MTP T M U-MF du 31 janvier 1968 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 3 de la Loi n° 68-02 du 26 janvier 1968 portant institution du régime fiscal des entreprises de recherche, exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes au Niger, concernant la provision pour reconstitution de gisement.**

Article premier. — Les Entreprises, Sociétés et Organismes de toute nature qui effectuent la recherche, l'exploitation ou la concentration physique ou chimique de minerais d'uranium au Niger sont, à partir des exercices clos en 1967, autorisés à constituer des provisions pour reconstitution de gisement qui donneront lieu à une réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dans les conditions prévues aux articles suivants.

Art. 2. — Le montant de la provision pour reconstitution de gisement ne peut excéder pour chaque exercice :

a) ni le dixième du montant des ventes des produits marchands extraits des gisements d'uranium exploités par l'entreprise au Niger et dont les résultats entrent dans le champ d'application de la réglementation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

b) ni le tiers du bénéfice net imposable réalisé au cours de l'exercice considéré et provenant de la vente, en l'état ou après transformation, des produits extraits des gisements d'uranium que l'entreprise exploite au Niger.

Art. 3. — Pour le calcul prévu à l'article 2 (a), le montant des ventes s'entend du montant net des ventes de minerais marchands, concentrés physiques ou chimiques et autres produits élaborés à partir des minerais extraits, déduction faite des frais de port facturés aux clients, et du droit de sortie grevant les produits vendus, mais non de la taxe ad valorem.

Au montant des ventes ainsi déterminé s'ajoutent toutes sommes allouées à l'entreprise à titre de subvention ou de protection sous quelque forme que ce soit, calculées en fonction des quantités de produits extraits des gisements de l'entreprise, ainsi que la valeur fixée d'accord parties de toutes fournitures gratuites de produits marchands lorsqu'elles sont exigées par l'autorité concédante.

Art. 4. — Le bénéfice net d'exploitation dont il est fait état pour le calcul de la deuxième limite de la provision ne comprend pas la fraction des provisions antérieurement constituées qui, en application des dispositions de l'article 7 ci-après, serait reportée aux bases de l'impôt.

Pour la détermination du bénéfice net, les déficits d'exploitation sont admis en déduction dans les conditions suivantes :



En cas de déficit subi au cours d'un exercice au Niger et provenant de la vente, en l'état ou après transformation, de produits extraits des gisements d'uranium que l'entreprise exploite au Niger, ce déficit est déduit du bénéfice réalisé au cours de l'exercice suivant, et provenant des mêmes opérations. Si ce dernier bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent de déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au cinquième exercice inclu qui suit l'exercice déficitaire.

Art. 5. — La provision pour reconstitution de gisement est inscrite au passif du bilan de l'entreprise sous une rubrique spéciale faisant ressortir le montant des dotations de chaque exercice.

Art. 6. — La provision constituée à la clôture d'un exercice doit, dans un délai de 3 ans, être utilisée :

a) soit à tous travaux ou immobilisations nécessaires aux recherches d'uranium faites au Niger par l'entreprise y compris les travaux ou immobilisations nécessaires aux recherches sur des parties non encore reconnues de gisements situés à l'intérieur de titres d'exploitation, à la mise en exploitation des gisements et à l'amélioration de la récupération, à partir des minerais bruts, des minerais marchands.

b) soit à l'acquisition de participations dans les sociétés et organismes désignés par arrêté du Ministre chargé des Mines et ayant pour objet d'effectuer des recherches et exploitation minières au Niger.

Le terme «participation» s'entend, au sens de l'alinéa qui précède, des actions ou des parts d'intérêts ainsi que des sommes avancées aux sociétés et organismes ci-dessus visés et effectivement destinées à être investies par ces sociétés et organismes dans des travaux de recherches minières.

Art. 7. — Si la provision est utilisée dans les délais et conditions prévus ci-dessus, la réduction accordée est définitivement acquise à l'entreprise et la provision peut être virée à un compte de réserve au passif du bilan. Les sommes ainsi utilisées aux travaux de recherches ou en participations peuvent, dans les conditions fixées par le présent décret, être comptabilisées en dépense d'exploitation ou faire l'objet d'amortissements annuels.

A défaut de réemploi dans le délai de trois ans, une imposition complémentaire égale au montant de la réduction accordée est établie au titre de l'année suivant celle de l'expiration du délai.

Art. 8. — En cas de cession ou de cessation d'entreprise ou de décès de l'exploitant, la provision pour reconstitution de gisement figurant au dernier bilan est considérée comme immédiatement imposable.

Toutefois, la réduction accordée ne fait l'objet d'aucune reprise lorsque l'exploitation du fonds d'industrie est poursuivie dans les mêmes conditions.

L'application des dispositions de l'alinéa précédent est subordonnée à la condition que le délai d'utilisation de la provision ne soit pas expiré à la date de la cession, et à l'obligation pour les nouveaux exploitants, pour la société absorbante ou nouvelle ou pour la société bénéficiaire de l'apport, d'inscrire immédiatement à leur passif la provision figurant dans les écritures du précédent exploitant, des sociétés fusionnées ou de la société apporteuse, et qui était afférente aux éléments transférés, et de l'utiliser avant l'expiration du délai imparti à l'ancien exploitant, sous peine de la sanction prévue à l'article 7.

Art. 9. — Les entreprises doivent fournir à la Direction des Contributions Diverses, à l'appui de la déclaration des résultats de chaque exercice, tous renseignements utiles sur les éléments de calcul de la provision pour reconstitution de gisement ainsi que sur les conditions de son utilisation.

Elles doivent indiquer notamment, pour l'exercice considéré :

a) le montant net, déterminé comme il est dit à l'article 3, des ventes des produits marchands extraits des gisements exploités par l'entreprise ;

b) le montant du bénéfice net d'exploitation visé à l'article 2.

c) et, le cas échéant, le montant des sommes utilisées dans les conditions prévues à l'article 6.

Art. 10. — Le montant de la réduction est déterminé par l'application au montant brut de l'impôt relatif au bénéfice net imposable (provision non déduite) du rapport existant entre ledit bénéfice et la provision.

Art. 11. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines et de l'Urbanisme et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié suivant la procédure d'urgence et inséré au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 31 janvier 1968

Signé : **DIORI HAMANI**



**Loi n° 74-22 du 6 avril 1974 fixant les droits, taxes et redevances miniers.**

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les droits, taxes et redevances miniers sont constitués par un droit fixe, une redevance superficitaire et une redevance proportionnelle dite taxe ad valorem.

## TITRE I

### DROIT FIXE

Art. 2. — Toutes les demandes concernant l'attribution, le renouvellement, la cession, la transmission, l'amodiation, la transformation, la fusion, la division ou la renonciation d'un titre minier relatif à la prospection, à la recherche, à l'exploitation ou à la concession de substances minérales ou fossiles ou d'hydrocarbures, sont soumises au paiement d'un droit fixe.

Chacune des demandes indiquées ci-dessus n'est recevable tant qu'elle n'est pas accompagnée du récépissé de versement du droit fixe prévu au présent article. Le paiement en reste acquis à l'Etat quelle que soit la suite accordée à la demande.

Art. 3. — Pour chaque demande concernant un titre minier, le taux du droit fixe cité à l'article 2 est le suivant :

| | |
|---|---|
| — Autorisation de prospection : | 500.000 F |
| — Permis de recherches : | 1.000.000 F |
| — Permis d'exploitation : | 1.500.000 F |
| — Concession : | 3.000.000 F |

## TITRE II

### REDEVANCE SUPERFICIAIRE

Art. 4. — Les titres miniers énumérés ci-dessus sont soumis au paiement d'une redevance superficiaire annuelle fixée par kilomètre carré.

Art. 5. — Le taux de cette redevance est le suivant :

— Autorisation de prospection : 50 francs.
— Permis de recherches : 100 francs pour la première période de validité ;
— 200 francs pour la deuxième période de validité ;
— 400 francs pour la dernière période de validité.
— Permis d'exploitation : 10.000 francs pour la première période de validité ;
— 20.000 francs pour les suivantes.
— Concession : 100.000 francs pour les 5 premières années de validité ;
— 200.000 francs pour les suivantes.

TITRE

## TITRE III

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES CONCERNANT LE PAIEMENT DES DROITS FIXES ET DE LA REDEVANCE SUPERFICIAIRE ANNUELLE

Art. 6. — Le paiement du droit fixe et de la redevance superficiaire défini aux articles 2 et 4 ci-dessus n'est pas applicable aux titres miniers en cours de validité.

Toute nouvelle demande concernant un titre minier, même en cours de validité sera assujettie au paiement du droit fixe et de la redevance superficiaire.

Art. 7. — Pour les concessions minières en cours de validité, la redevance superficiaire définie à l'article 4 ci-dessus ne sera perçue qu'à l'expiration d'une période de 7 ans après l'attribution du titre.

## TITRE IV

### REDEVANCE PROPORTIONNELLE

Art. 8. — Les substances concessibles extraites sont soumises à une redevance proportionnelle dite taxe ad valorem dont le montant est calculé d'après la valeur carreau mine des produits marchands et liquidée à l'occasion de la sortie du stock en vue de l'utilisation ou de l'expédition.



Cette valeur est calculée en déduisant du prix de vente départ mine ou usine, selon la nature des produits tels qu'il découle des contrats signés, les frais de manutention et d'emballage.

Art. 9. — Le taux de la redevance proportionnelle est fixé à 5 % (cinq pour cent).

Art. 10. — La redevance proportionnelle est due par tous les titulaires de titres miniers quelle que soit l'origine de ces droits.

Art. 11. — Les permissionnaires ou concessionnaires pourront demander l'exonération de la redevance proportionnelle pour les produits bruts ou marchands expédiés pour essais industriels. Dans ce cas, la demande devra être adressée au Ministre chargé des Mines pour chaque envoi, un mois au moins avant la date prévue pour l'expédition.

Art. 12. — La redevance proportionnelle est liquidée et versée lors de chaque expédition de lot de produits marchands.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, la redevance pourra n'etre liquidée et perçue qu'annuellement. Les conditions de cette dérogation seront déterminées par le décret d'application de la présente loi.

Art. 13. — Si la déclaration entraînant la liquidation mentionnée dans l'article 12 précédent n'est pas remise dans le délai réglementaire, l'évaluation des quantités et teneurs des produits extraits et la taxation seront faites d'office par les Ministres chargés des Mines et des Finances avec pénalité d'un demi-droit en sus.

Art. 14. — Les dispositions des articles 8 à 13 ci-dessus ne sont pas applicables aux hydrocarbures qui demeurent régis par la loi portant code pétrolier.

Art. 15. — Les dispositions de l'article 9 ci-dessus ne sont pas applicables aux entreprises de recherches d'exploitation et de concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes qui demeurent régies, en ce qui concerne la redevance proportionnelle, par la loi n° 68-02 du 26 janvier 1968.

## TITRE V

### DISPOSITIONS GENERALES

Art. 16. — Les droits, taxes et redevances stipulés dans la présente loi sont indépendants des impots frappant généralement toutes les activités industrielles et commerciales.

Les modes d'assiette et règles de perception de ces droits, taxes et redevances sont établis par le Ministre des Finances.

Art. 17. — Les entreprises de recherche et d'exploitation minières dont les projets présentent un intérêt particulier pour le développement économique du Niger et agréées par un décret pris en Conseil des Mi-

nistres pourront bénéficier d'une stabilisation du régime fiscal déterminé par la présente loi à la date de la signature du décret d'agrément pour une durée fixée par celui-ci.

Art. 18. — Le décret n° 61-155 MTP du 1er juillet 1961, les articles 86 à 95 et 97 du décret n° 61-219 MTP du 14 octobre 1961, sont abrogés.

Art. 19. — Un décret en Conseil des Ministres fixera les modalités d'application de la présente loi.

Art. 20. — La présente loi sera exécutée comme loi d'Etat.

Fait à Niamey, le 6 avril 1974

Signé : **DIORI HAMANI**



**Décret n° 74-154 PCMS/MMH du 25 juin 1974, portant application de la loi n° 74-22 du 6 avril 1974, fixant les droits, taxes et redevances miniers.**

LE PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME
CHEF DE L'ETAT

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'Ordonnance n° 74-1 PCMS du 22 avril 1974, portant suspension de la Constitution du 8 novembre 1960, fixant les attributions du Conseil Militaire Suprême et créant un gouvernement provisoire ;

VU la Loi n° 74-22 du 6 avril 1974, fixant les droits, taxes et redevances miniers ;

SUR proposition du Ministre des Mines et de l'Hydraulique ;
Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE

Article premier. — Les droits, taxes et redevances miniers institués par la loi n° 74-22 du 6 avril 1974, seront liquidés et recouvrés selon les modalités suivantes.

Art. 2. — Les sommes afférentes à ces droits, taxes et redevances miniers seront perçues par les services du Ministère des Finances au vu des états de liquidation présentés par le Ministre chargé des Mines.

## TITRE I

### DROIT FIXE

Art. 3. — l'état des sommes dues au titre du droit fixe sera établi dès la réception de la demande qui ne pourrait être déclarée recevable que sur production du récépissé du paiement de ce droit.

## TITRE II

### REDEVANCE SUPERFICIAIRE

Art. 4. — L'état des sommes dues au titre de la redevance superficiaire annuelle, pour la première année de validité du titre, sera établi à la date de parution au Journal Officiel du décret octroyant le titre minier.

Le versement des sommes dues devra intervenir dans les 15 jours suivant la remise de l'état au permissionnaire qui devra en accuser réception au Ministre chargé des Mines.

Art. 5. — Pour les années suivantes, la liquidation et le versement de la redevance s'effectueront dans les memes conditions et à la meme date que lors de la première année.

Art. 6. — Lors du renouvellement d'un titre minier, la liquidation ne sera effectuée que lors de la parution au Journal Officiel du décret accordant le renouvellement.

Si la demande de renouvellement a été effectuee dans les formes et délais prescrits par les textes en vigueur, et si l'octroi du renouvellement intervient après la fin de la période de validité normale, le titre initial continue d'etre valable mais pour la periode transitoire la redevance superficiaire sera perçue aux conditions du nouveau titre.

Si par contre la demande de renouvellement n'est pas transmise dans les formes et délais prescrits et si l'octroi du renouvellement intervient après la fin de la période de validité normale, le titre reste valable mais la redevance superficiaire, pour la période transitoire, sera calculée aux conditions les plus défavorables pour le permissionnaire, donc soit de l'ancien titre soit du nouveau.

Art. 7. — Pour les titres miniers appartenant à plusieurs titulaires, l'état de liquidation sera adressé à l operateur chargé des travaux. Les sommes dues seront versées par lui. Celui-ci sera subroge dans les droits et actions du trésor pour recouvrir auprès des autres titulaires les sommes payées au prorata de leur participation.

Art. 8. — Pour tout titre minier accordé pour une durée inférieure à une annee, les sommes dues pour la redevance superficiaire seront calculees proportionnellement au nombre de mois.



En cas de renonciation partielle ou totale en cours d'année de validité, les sommes versées restent acquises à l'Etat.

## TITRE III

### REDEVANCE PROPORTIONNELLE

Art. 9. — Au moment de la sortie de stock prévue à l'article 8 de la loi n° 74-22 du 6 avril 1974, et pour chaque lot de produits marchands le permissionnaire ou concessionnaire adresse à la Direction des Mines et de la Géologie une déclaration conforme au modèle fourni par cette dernière.

Dès réception, la Direction des Mines et de la Géologie procède à la liquidation de la redevance proportionnelle par établissement d'un état des sommes dues basé sur 90 % de la déclaration quand les teneurs ne sont pas connues définitivement et basé sur 100 % dans le cas contraire.

Art. 10. — Cet état est adressé aux services compétents du Ministère des Finances qui en assure la notification et le recouvrement.

Art. 11. — Après accord entre l'acheteur et le vendeur sur les teneurs des produits marchands, le permissionnaire ou concessionnaire adresse un relevé des factures définitives à la Direction des Mines et de la Géologie pour liquidation des 10 % qui pourraient être dus. La procédure est ensuite la même que pour l'acompte.

Art. 12. — Les entreprises pour lesquelles la valeur des produits soumis à la redevance proportionnelle n'excède pas 200.000.000 F. CFA par an bénéficieront de la dérogation prévue à l'article 12 § 2 de la loi n° 74-22 du 6 avril 1974.

A cet effet la déclaration prévue à l'article 9 ci-dessus sera adressée impérativement au cours du 1er trimestre suivant l'exercice considéré.

Art. 13. — Le Chef du Service des Mines ou son délégué pourra opérer aux fins d'analyses de controle, tous prélèvements d'échantillons des produits extraits soit sur le carreau de la mine, soit au cours du transport.

Art. 14. — En cas d'inexactitude ou d'omission constatée dans la déclaration prévue à l'article 9, le paiement d'une amende égale au double des droits compromis sera exigée. En cas de récidive ou de fraude caractérisée les pénalités seront doublées.

## TITRE IV

## PENALITES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 15. — En cas de paiement tardif de la redevance superficiaire et de la redevance proportionnelle, il sera appliqué des intérêts de retard calculés à raison de 3 % du montant des droits dès le premier mois, majorés de 1 % par mois de retard supplémentaire.

Art. 16. — Le Ministre des Mines et de l'Hydraulique, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Niamey, le 25 juin 1974

Signé : **Lt-Colonel SEYNI KOUNTCHE**



TABLE DES MATIERES


— Loi n° 61-8 du 29 mai 1961, relative à la prospection, la recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger (Loi Minière) ..... 3

— Décret n° 61-219 MTP du 14 octobre 1961, fixant les conditions d'application de la loi n° 61-8 du 29 mai 1961 ..... 25

— Décret n° 61-157 MTP du 24 juillet 1961, fixant la liste initiale des matières premières classées stratégiques ..... 53

— Décret n° 61-158 MTP du 24 juillet 1961, portant création du Conseil des Mines de la République du Niger modifié par décret n° 69-133 MTP/T/M/U du 28 août 1969 ..... 55

— Loi n° 68-02 du 26 janvier 1968, portant institution du régime fiscal des entreprises de recherche exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes au Niger, modifié par ..... 57

— Décret n° 68-022 MTP T U M U-MF du 31 janvier 1968, fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 3 de la Loi n° 68-02 du 26 janvier 1968, portant institution du régime fiscal des entreprises de recherche, exploitation et concentration physique ou chimique de minerais d'uranium et substances connexes au Niger, concernant la provision pour reconstitution de gisement ..... 60

— Loi n° 74-22 du 6 août 1974, fixant les droits, taxes et redevances miniers ..... 63

— Décret n° 74-154 PCMS/MMH du 25 juin 1974, portant application de la loi n° 74-22 du 6 avril 1974 67

— Carte géologique du Niger .....

MINISTERE DES MINES
ET INDUSTRIES



# LOI MINIERE